

SAINT-FÉLICIEN:

fleuron de l'industrie touristique régionale

Russel Bouchard



**Société historique du Saguenay
Cahiers de Saguenayensia
HISTOIRE DES MUNICIPALITÉS
No 9**

SAINT-FÉLICIEN:

fleuron de l'industrie touristique régionale

Russel Bouchard

Société historique du Saguenay
Cahiers de Saguenayensia
HISTOIRE DES MUNICIPALITÉS
No 9

Avant-propos

Bien agrippée sur les deux côtés de la rivière Ashuapmushuan, un des grands tributaires situé au nord-ouest du lac Saint-Jean, la ville de Saint-Félicien se caractérise par le dynamisme de sa population et les multiples facettes de ses activités sociales, économiques et touristiques. Stratégiquement située à la croisée des routes 167 et 169, Saint-Félicien est en effet perçue comme un carrefour régional majeur qui est appelé à prendre une importance capitale dans le développement de toute la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ville frontière permettant d'accéder de surcroît à un immense territoire-ressource, elle offre aujourd'hui toutes les caractéristiques d'un pôle d'activités économiques d'envergure régionale.

Au cours des années 1966 à 1988, la ville de Saint-Félicien a subi une forte croissance démographique: de 7 289 qu'elle était en 1976, la population atteignait les 9 600 en 1988, une hausse de 32%. Cette croissance est due à la fois à la consolidation de sa vocation industrielle liée à la forêt, à la modernisation de son industrie laitière, et à la place de premier plan qu'elle a su tirer au chapitre de l'industrie touristique régionale.

Le secteur secondaire contribue également à sa prospérité: d'une part, les industries de transformation assurent du travail à 22% de la population active, alors que d'un autre côté, les usines de transformation liées directement au secteur primaire utilisent 85% de tous les

emplois du secteur industriel. Pour répondre aux besoins sans cesse croissants d'une économie en plein essor, la ville de Saint-Félicien dispose d'ailleurs de deux zones industrielles aux multiples avantages permettant d'accueillir tous les types d'entreprises. Pour assurer la coordination entre les différents intervenants et les promoteurs industriels, elle dispose également d'un commissariat industriel, un outil de développement indispensable qui se veut à l'écoute des besoins diversifiés des entreprises.

Depuis bientôt une trentaine d'années, avec l'implantation de son Jardin Zoologique, la ville de Saint-Félicien demeure sans conteste le «fleur de l'industrie touristique régionale». Sur les plans culturel et sportif en général, la municipalité peut ainsi combler une vaste gamme d'attentes de sa clientèle: zoo, musée de l'auto, autodrome, glissade d'eau, rafting sur l'Ashuapmushuan, pêche, centre piscicole, théâtre d'été, etc., bref une foule d'activités qui assurent aux visiteurs des moments de détente inoubliables.

Benoît Laprise,
maire

Table des matières

Avant-propos	4
PARTIE I	
La grande époque de la colonisation: 1863-1905	
— Une étape sur la route des fourrures	5
— Les premiers arrivants	9
— La mission de la Rivière-à-l'Ours	11
— La fondation de la paroisse	13
— La vie scolaire au temps des fondateurs	16
— Communications et colonisation, un tandem inséparable	18
PARTIE II	
L'organisation de la vie communautaire: 1905-1946	
— Fondation de la municipalité du village	21
— Petite histoire de l'aqueduc municipal	22
— Le rattachement au réseau local de communications	25
— Les communications extérieures: vers la région de Chibougamau	27
— Le raffermissement de l'économie locale	30
— La vie religieuse et scolaire, à l'époque du village	33
PARTIE III	
La ville de Saint-Félicien: 1946-1990	
— L'expansion urbaine	36
— Une économie en constante progression	38
— Le Jardin Zoologique et l'industrie touristique	40

PARTIE I

La grande époque de la colonisation: 1863-1905

Une étape sur la route des fourrures

La ville de Saint-Félicien, qui est formée aujourd'hui d'une partie de l'espace rural de l'ancienne paroisse municipale, est située sur les bords de la rivière Ashuapmushuan, un des trois plus grands tributaires du lac Saint-Jean. Anciennement, à l'époque de la grande marche du peuplement, elle englobait toute la section nord-ouest de la sous-région du Lac-Saint-Jean: son territoire comprenait une partie du canton Ashuapmushuan (de la rivière à l'Ours jusqu'au canton Demeules), la totalité des cantons Demeules, Dufferin et Normandin, ainsi qu'une partie du canton Parent.¹

Formant une vaste plaine d'une superficie d'environ 30 000 acres de terres cultivables, la rivière Ashuapmushuan qui la traverse sur toute sa longueur, prend sa source au lac du même nom et tire son toponyme d'un mot amérindien signifiant «*Où se trouve le piège pour l'orignal*». Selon l'*Itinéraire toponymique du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, par contre, cette appellation voudrait dire «*endroit où l'on guette l'orignal*».²

Bien avant l'arrivée des Européens, ce lac faisait partie de l'un des principaux axes de circulation qui reliait la baie d'Hudson au Saguenay. Des fouilles archéologiques entreprises à la fin des années soixante-dix

par les abbés Jean-Paul et Robert Simard, ont révélé effectivement l'existence de nombreux sites préhistoriques éparpillés un peu partout le long de son parcours.³ Rien d'étonnant à tout cela, car le lac Ashuapmushuan occupe stratégiquement la limite nord-ouest de la ligne du partage des eaux, une démarcation naturelle appelée communément par les premiers explorateurs, «*hauteur des terres*»; il est situé aux confluents des rivières Ashuapmushuan (vers le sud-est), Saint-Maurice (vers le sud-ouest) et Nicabau (vers le nord).

Selon le chercheur Marcel Laliberté, les territoires circonscrits entre les lacs Saint-Jean et Ashuapmushuan étaient, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, le «*royaume*» des Takouamis (ou encore Outakouamioueks) et des Oukouingouechioueks.⁴ Après la destruction de la huronnie, en 1649, la seconde de ces deux nations a été contrainte de se disperser et nous imaginons qu'elle fut tout simplement amalgamée à ses voisines. Lors de la création de la mission de Tadoussac, en 1641-1642, les Takouamis faisaient partie des cinq nations du nord qui étaient sous sa responsabilité.⁵ Ce peuple précurseur était essentiellement nomade et entretenait, bien avant l'arrivée des Blancs au Lac-Saint-Jean, des échanges commerciaux avec les Kakouchaks de Tadoussac. Si l'on se réfère aux commentaires de l'explorateur

Chronologie de Saint-Félicien

- 1671: Le Père Albanel emprunte l'Ashuapmushuan pour monter à la mer du Nord
- 1688: Construction du poste de traite d'Ashuapmushuan
- 1851: Fermeture définitive du poste de traite d'Ashuapmushuan
- 1864: Arrivée des premiers colons
- 1864: Proclamation des cantons Ashuapmushuan et Demeules
- 1869: Ouverture de la première école
- 1870: Détachement de Saint-Méthode et «Grand feu»
- 1872: Ouverture de la mission de la Rivière-à-l'Ours
- 1877: Érection de la municipalité scolaire de Saint-Félicien
- 1881: Proclamation de la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien
Détachement de la municipalité de Saint-Prime
- 1883: Fondation de la paroisse religieuse et arrivée du premier curé
- 1884: Ouverture des registres de la paroisse
Érection canonique de la paroisse
- 1885: Démembrement de Saint-Méthode
- 1887: Détachement des cantons unis de Normandin et d'Albanel
- 1895: Établissement du premier réseau téléphonique
- 1905: Création du village de Saint-Félicien
- 1907: Fondation du couvent de Saint-Félicien et arrivée des Soeurs du Bon-Conseil
- 1908: Entrée en service du réseau d'aqueduc municipal
- 1916: Entrée en service du réseau d'électricité municipal
Bénédiction de la 3e église par Mgr M.-Th. Labrecque
- 1917: Inauguration du tronçon de chemin de fer Roberval—Saint-Félicien
- 1922: Organisation du système contre les incendies
Création de la municipalité scolaire du village de Saint-Félicien
- 1926: Arrivée des Frères Maristes
- 1927: Inauguration du tronçon de chemin de fer Saint-Félicien—Dolbeau
- 1929: Construction du Parc Sacré-Coeur
- 1936: Début de la construction de la route Saint-Félicien—Chibougamau
- 1942: Le pont couvert cède sous le poids de la glace et la crue des eaux
- 1946: Création de la ville de Saint-Félicien
- 1949: Ouverture de la première route entre Saint-Félicien—Chibougamau
- 1959: Inauguration du tronçon de chemin de fer Saint-Félicien—Chibougamau
- 1960: Fondation du jardin zoologique
- 1971: L'U.Q.A.C. possède un sous-centre à Saint-Félicien
Ouverture du cégep de Saint-Félicien
- 1973: Ouverture de la polyvalente de Saint-Félicien
- 1976: Fusion de la ville et de la paroisse de Saint-Félicien
- 1978: Implantation de l'usine de pâte et papier de la Compagnie Donohue
- 1980: Saint-Félicien se donne un drapeau officiel
- 1988: Fondation de la Société d'Histoire de Saint-Félicien
- 1989: Ouverture du centre des congrès «Hôtel du Jardin»

Joseph-Laurent Normandin, au XVIII^e siècle, ils occupaient précisément la région du lac Nicabau et commerçaient directement avec les traiteurs du poste de traite du lac Ashuapmushuan.⁶

La présence des Euro-canadiens dans cette partie éloignée du continent, est redevable à l'expansion considérable que subit le commerce des fourrures après la création de la Traite de Tadoussac. En effet, suite à la terrible guerre que mènent les Iroquois contre les tribus alliées des Français, la Nouvelle-France est acculée à la faillite. Pour contrecarrer le blocus militaire, les dirigeants coloniaux doivent alors se retourner vers les régions périphériques, soit celles situées le long des affluents nord du fleuve Saint-Laurent. En 1641, les Jésuites établissent le centre de leur apostolat à Tadoussac et le 16 juillet 1647 le Père Jean Dequen découvre le lac Saint-Jean. Au mois de mai 1649 Louis Couillard de Lespinay pénètre pour la première fois le Saguenay pour des fins commerciales et enfin, en 1652, le roi accorde à ce dernier les privilèges de la Traite de Tadoussac.⁷

Il faudra attendre par contre encore une bonne dizaine d'années, avant que les Blancs osent s'aventurer au-delà du lac Saint-Jean, dans les territoires encore inexplorés baignés par la rivière Ashuapmushuan. Au début de l'été 1661, Michel Leneuf de La Vallière, deux missionnaires, les Pères Dablon et Druillettes, entreprennent avec d'autres explorateurs leur voyage qui devra éventuellement les mener jusqu'à la mer du Nord.⁸ Pour y arriver, une flottille de quarante canots s'engagent dans le Saguenay et suivent l'un des six «chemins» proposés sur une carte dessinée en 1658 par les Jésuites. Après avoir passé par Chicoutimi, Métabetchouan et Saint-Félicien, ils entrent

plus profondément dans la rivière Ashuapmushuan, la remontent jusqu'à sa source et terminent leur périple un peu plus haut, au lac Nicabau.⁹

Cette expérience, même si elle échoue partiellement, détient au moins l'avantage de tracer la voie. Elle sera reprise un peu plus tard, en 1671-1672, lorsque le Père Charles Albanel pénétrera le continent jusqu'à la célèbre mer du Nord. Dans la mémoire collective, la «route des fourrures» supplantera la «route du Nord» (appelée aussi la «route du fer») et signifiera le long trajet reliant alors le Saguenay à la baie d'Hudson.¹⁰

La construction d'un premier poste de traite dans l'arrière-pays nord du Lac-Saint-Jean, deviendra nécessaire à la fin des années soixante-dix. Après seulement un quart de siècle d'une exploitation trop souvent irrationnelle, le Domaine du Roi entre dans une période de déclin qui s'échelonne sur une quarantaine d'années: de 1671 à 1720 environ. La diminution tragique de la faune dans les alentours immédiats de Tadoussac et l'arrivée de traiteurs anglais à la baie d'Hudson, poussent les détenteurs du monopole à s'avancer à l'intérieur des terres pour fonder une série de postes satellites qui auront comme vocation première d'aller chercher directement les fourrures sur place.

En 1671, les hommes de la Compagnie des Indes Occidentales construisent une première maison à Chicoutimi, en 1676, Charles Bazire entreprend l'agrandissement de ce premier pied-à-terre et organise simultanément le poste de Métabetchouan et enfin, en 1679, les postes des lacs Mistassini et Nemiskau sont mis sur pied. C'est à ce moment précis que prend vie la route des fourrures.¹¹

**Recensement du poste de traite Ashuapmushuan
en 1839**

Hommes 3e Poste Ashuabmushuan	Femmes		Au dessus de 14 ans		Au dessous de 14 ans		Veuves	Orphelins		total
	Fil.	Gar.	Fil.	Gar.	Fil.	Gar.				
1 Uskanish. Chef	1									2
1 Paskavenaseum	1	1			2	1				6
1 Ostanvia	1	1	2			1				6
1 Jean Bte Ostashima	1									2
1 Michel				1						2
1 Nilouabênouche	1				1	1				4
1 André	1				1	2				5
1 Osktékanifsis	1					1				3
1 Pierre Mitisu	1	1			2	2				7
1 Otaweema François	1	1	1		1					5
1 Jacques Otaweema	1	2				2				6
1 Jean Bte Otaweema	1				1	3				6
1 Luc Otawema	1									2
1 Pierre Otawema	1									2
1 Meelobeche	1									2
1 Shewogamish	1				1	2				5
1 Kastapouian	2				1	1				5
1 Oteesakamée	1	1			1	2				6
1 Pauasit	1									2
19 Total	19	7	4	11	18					78
1 Joseph Verrot, commis, metis	1				1	1				4
9 Personnes baptisées	7	5	1	6	9					37
10 Infidèles	12	2	3	5	9					41
Distance du Lac St Jean a Ashuabmushuan 180 milles. 8 jours de marche										
Résumé Total										82

Référence: «Population de Chicoutimi, Lac St-Jean, Ashuabmushuan, dans le Saguenay, 23 juillet 1839» Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série XVII, paroisse 12, cote 9, vol. 1, pièce 3. Le recensement original identifie par les lettres «c» et «d», les baptisés et les infidèles.

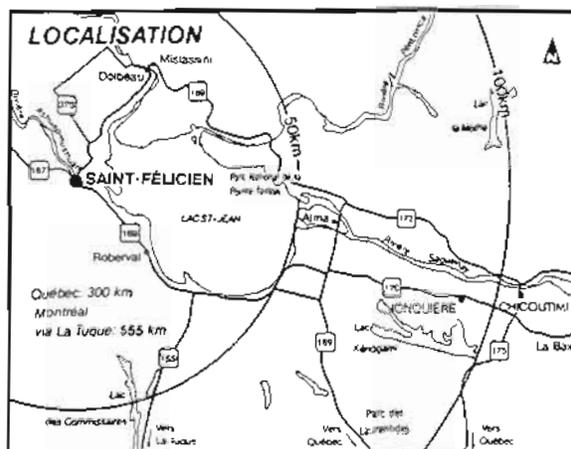
A cette époque, le chemin menant vers la mer du Nord possède donc plusieurs relais, mais seul le tracé entre le poste de Métabetchouan et celui de Mistassini reste déficient. Sous les pressions des usagers et des missionnaires, les propriétaires du Domaine du Roi entreprennent la construction d'un poste de traite au lac Ashuapmushuan alors que tout près de là, les Jésuites

établissent la mission de Saint-Ignace de Nicabau.¹² En 1688, la construction du poste de traite d'Ashuapmushuan est complétée. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, il servira de centre commercial pour les Indiens des environs et deviendra un relais important sur la route de la mer du Nord, du moins le temps que durera l'occupation française dans les environs de la baie d'Hudson.

C'est le traité de Ryswick, signé entre la France et l'Angleterre en 1697, qui lui portera le plus dur coup. Reconnaisant désormais la propriété française de la baie d'Hudson, l'opportunité de maintenir des installations permanentes entre la mer du Nord et le lac Saint-Jean sera remise en question. Celui d'Ashuapmushuan notamment, perdra sa raison d'être alors que simultanément la mission de Saint-Ignace de Nicabau périlitera au fil des ans. En 1733, des activités commerciales y sont encore signalées mais la fermeture définitive ne saurait tarder; dans son mémoire sur l'état des Postes du Roi, le Père Coquart précise qu'en 1750, le poste n'est plus en activité.¹³ Il demeurera ainsi pendant de nombreuses années et ne sera réouvert qu'en 1781; passant tantôt aux mains de la Compagnie du Nord-Ouest, tantôt aux mains de la Compagnie de la Baie d'Hudson qui sera d'ailleurs la dernière à détenir le monopole de la traite des fourrures au Saguenay. En 1851, le vieux poste de traite d'Ashuapmushuan cesse définitivement d'exister.¹⁴

Les premiers arrivants

L'ouverture des terres et les débuts de la colonisation agricole au Lac-Saint-Jean, coïncident avec l'arrivée des sociétés de colonisation, à la fin de la décennie dix-huit cent quarante. Ces groupuscules, mieux organisés que ne l'étaient les colons qui avaient entrepris l'ouverture du Saguenay, seront à la base d'une distribution plus rationnelle de lopins de terre. La dernière d'entre elles, la Société de l'Islet et de Kamouraska, avait entrepris, en 1849, des défrichements le long de la rivière des Aulnaies et avait donné naissance à la paroisse d'Hébertville.



Le premier grand bond que connaît la colonisation du Lac-Saint-Jean apparaît au milieu des années cinquante. Ce mouvement prend naissance à la faveur d'une baisse des activités dans les chantiers de la Baie des Ha! Ha!, baisse qui provoque le début de l'exploitation forestière aux environs des Décharges. Dans ce même mouvement, en 1854, un premier groupe de colons vient s'installer sur les bords de la rivière Ouatichouane, dans le canton de Charlevoix. Ces gens auront précédé l'arpenteur du gouvernement, P.-H. Tremblay, qui arrive trois ans plus tard, en 1857, pour tirer les premières lignes et pour légaliser leur situation. L'exploitation agricole ne fait que débiter dans ce secteur car l'arpenteur fait état de petits abattis et de quelques ensemencements.¹⁵

Ces pionniers de la première heure avaient été imités, en 1855, par d'autres congénères qui s'étaient installés à l'embouchure de la rivière Ouatichouaniche (appelée anciennement la rivière à Thomas Jammes) et y avaient aménagé un petit moulin. En l'espace de quelques mois seulement, une cinquantaine de bûcherons, se

déplaçant au gré des scieries, n'attendent qu'une occasion pour enregistrer un lot dans les cantons Charlevoix, Roberval et Ouiatchouan.¹⁶

Au début des années soixante, l'occupation de la partie sud-ouest du Lac-Saint-Jean est pratiquement chose faite, du moins en ce qui concerne les terres accessibles situées le long du littoral. La plupart des cantons de ce secteur sont arpentés et Roberval constitue la toute dernière limite de la colonisation.¹⁷ L'arpentage des terres va bon train et ceux qui y sont affectés n'attendent que le feu vert du gouvernement pour poursuivre leur travail.

Au cours de l'hiver 1860-1861, le Commissaire des Terres de la Couronne mandate P.-H. Tremblay afin qu'il effectue le «chaînage» des cantons Ashuapmushuan et Demeules; le 23 mars suivant, Tremblay et son assistant technique (un dénommé G. Bouchette) partent en voiture pour le Saguenay. Arrivé à Chicoutimi après huit jours d'un voyage éprouvant, il organise son expédition, achète des provisions de bouche et engage plusieurs hommes qui devront lui servir de guides et d'aides de camp. La base de ses opérations est située aux confins de l'arrière-pays colonisé d'alors, chez Thomas Jammes, un colon fraîchement installé à l'embouchure de la rivière Ouiatchouaniche. Son travail s'échelonna sur près d'un an et se poursuivra pendant l'hiver, bien souvent dans des conditions extrêmement pénibles.¹⁸

Le premier mai 1862, P.-A. Tremblay adresse enfin son rapport au gouvernement et les conclusions de son exploration justifient aux yeux des administrateurs publics la poursuite de la marche du peuplement dans cette partie du Lac-Saint-Jean. En effet,

Tremblay fait état ici d'une grande étendue de terre arable et d'un sol propice à l'agriculture, particulièrement favorable à la culture du blé: «Ce qui forme le trait caractéristique de cette vallée de la rivière Ashuamouchouan — précise-t-il —, c'est que le terrain, quoique très bien arrosé, n'offre point les accidents, tels que ravins profonds et rochers escarpés, si communs dans les autres parties du Saguenay». Selon lui, au moins trois belles paroisses pourront être formées dans ces deux cantons mais pour y arriver il faudra inévitablement ouvrir des voies de communications efficaces; «d'abord entre Chicoutimi et la partie nord-ouest du Lac-Saint-Jean, et plus tard..., entre le lac et l'une des paroisses du comté de Québec».¹⁹

La colonisation qui s'était arrêtée à la limite ouest du canton Roberval, faute de terrains cadastrés, recommence pour de bon après le passage de l'arpenteur Tremblay. Dès l'automne 1862, un ancien membre de la Société de l'Islet et Kamouraska, le curé Grégoire Tremblay (de Beauport), acquiert au nom de ses paroissiens un immense domaine de plusieurs centaines d'acres; ces terres sont situées de l'autre côté de la rivière Ouiatchouaniche, tout près de l'embouchure de la rivière Ashuapmushuan. Persuadé que le Lac-Saint-Jean offre encore à ce moment des possibilités intéressantes pour les désœuvrés de sa paroisse, le curé réussit ainsi à convaincre un de ses engagés, un dénommé François Lapierre qui était originaire de l'Île d'Orléans, de s'embarquer et d'aller y fonder une famille.

Au mois d'octobre 1862, François et son frère Isaië quittent leur île et viennent défricher les premiers lots de la future paroisse de Saint-Prime. Il faut dire par contre qu'à leur arrivée ces jeunes gens ne sont pas tout à fait seuls: depuis environ deux

ans, quatre familles vivant de chasse et de pêche sont installées non loin de là et attendent patiemment que la colonisation commence dans ce nouveau territoire; il y a là Édouard Lalancette (père et fils), Jérémie Bouchard, Édouard Coudé et Étienne Perron.²⁰

Simultanément, ou plutôt consécutivement à ces arrivants, d'autres colons poursuivent l'acquisition de lots. Le 25 août 1863, Pierre (Pitre) Tremblay «Romaine», Ovide Bouchard et Séverin (Varin) Tremblay obtiennent des billets de location dans le premier rang du canton Demeules.²¹ De ce groupe, il semble que seul Varin Tremblay poursuivra son projet de venir s'installer dans ce nouveau territoire. Lorsque ce dernier arrive dans les environs de la rivière à l'Ours, en 1864, il est suivi des familles d'Israël Boily, de Séraphin Villeneuve et de Téléphore Bouchard. Jean Lachance, un autre colon originaire de l'Île d'Orléans, viendra les rejoindre l'année suivante et amènera avec lui sa femme et ses onze enfants.²²

«Il y avait notre campe d'abord; les Savard restaient avec nous autres dans ce temps-là; celui de Varin; celui de Téléphore Bouchard; celui d'Israël Boily, Séraphin Villeneuve restait avec lui; celui de Joseph Leclerc, ici en bas de la côte, à la même place que sa maison aujourd'hui; celui de Mi Tremblay, qu'on avait bâti le dimanche avec la permission du curé; il est resté debout celui-là après le Feu, la-bas chez Laprise; celui d'Eusèbe Boivin, ici près de la rivière chez Martin; celui de Xavier Duperré ensuite...»²³

La mission de la Rivière-à-l'Ours

Jusqu'à la fin de la décennie soixante, la colonisation à Saint-Prime et à la Rivière-à-l'Ours, ne connaît pas de véritable essor; en août 1869, plusieurs ministres viennent en effet visiter la région et notent qu'une vingtaine de familles vivent précairement dans «19 campes» et sont réparties à travers les quatre premiers rangs des cantons Ashuapmushuan, Demeules et Parent.²⁴

C'est en mars 1870 que le mouvement de colonisation prend son véritable départ, lorsque les familles de Toussaint Bouchard et de Louis Savard arrivent pour se joindre aux premiers arrivants. Le second entre autres, les avait précédés et était venu visiter les lieux quelques mois auparavant. Originaire de la région de Charlevoix et père d'une famille terrienne qui n'avait plus rien à perdre en partant pour le Lac-Saint-Jean, Savard choisit de s'installer sur les terres environnant le site de l'hôtel de ville actuel et enregistra pour ses trois fils des lots qui feront partie du remarquable rang double: sitôt arrivés, Abel, Joseph et Henry s'attaquent donc à la forêt et bâtissent à leur tour un camp précaire.²⁵

Ce printemps de l'année 1870 est particulièrement hâtif, si bien qu'à la mi-mai les semailles sont presque terminées. Durant toute la journée du 16, les colons du haut du Lac s'occupent à faire brûler leurs abattis. Pendant deux jours, les gens tentent d'éviter le pire et travaillent sans relâche afin que l'élément destructeur ne se communique pas à la forêt environnante. C'est peine perdue! À l'aube du 19, après une pluie légère tombée au cours de la nuit et à la faveur d'un fort vent d'ouest, le feu devient hors contrôle. En moins d'une demi-heure, nous disent les commentateurs, tout l'ouest du Lac-Saint-Jean est en flammes.²⁶

**Évolution de la population
de Saint-Félicien**

Année	Paroisse	Village	Total
1881	530		530
1891	988		988
1901	1 386		1 386
1911	1 346	581	1 927
1921	1 580	1 306	2 886
1931	1 922	1 599	3 521
1941	2 005	1 603	3 608
1951	2 335	2 656	4 991
1956	2 246	4 152	6 398
1961	2 383	5 133	7 516
1966	2 256	5 104	7 360
1971	2 150	4 952	7 102
1976	2 304	4 985	7 289
1981		9 058	9 058
1986		9 324	9 324

Référence: Recensements du Canada

Au fur et à mesure que le feu se propage, la chaleur rend la brise plus forte qui, à son tour, le réactive. Partout flotte un épais nuage de fumée devenant de plus en plus dense et s'abaissant vers le sol. L'air du moment est suffocant. Les forêts sont décimées, les maisons s'écroulent et les animaux épouvantés courent dans les champs, se précipitent dans les lacs et les rivières, se blottissent dans les fossés, enfin là où ils croient trouver refuge. Dans le Haut-Saguenay tout est pratiquement rasé. Le feu devient si intense qu'il réussit, pendant trois jours, à obscurcir le ciel jusqu'à La Malbaie. Du canton Ashuapmushuan jusqu'à Grande-Baie, seule la communauté chicoutimienne est «miraculeusement» épargnée. Les pertes sont énormes: 8 victimes sont à déplorer; 625 maisons et bâtiments, 2 chapelles, 4 moulins

et une trentaine de ponts sont rasés; sur le plan des semences c'est la catastrophe.²⁷

La jeune colonie de la Rivière-à-l'Ours n'échappe pas à la tragédie. Selon certains commentateurs, c'est sur la terre des Savard que le sinistre a pris naissance et là comme ailleurs, les pertes sont considérables.²⁸ Après le feu, nous dit le colon Elzéar Lachance, «il y avait des lièvres de brûlés partout. On mangeait de la poulette grasse [chou gras], une espèce de grande herbe pour faire de la soupe» et plusieurs peuvent profiter de l'aide matérielle apportée par l'entrepreneur Price qui fait la drave dans les environs. Seuls deux camps de bois rond sont encore debout: ceux de Eusèbe et de Barthélémi Tremblay. Il faut tout rebâtir et en attendant d'être en mesure de le faire, les colons construisent de simples apprentis d'écorce. Pour se nourrir, d'autres plus chanceux, peuvent au moins manger les animaux morts trouvés sur place.²⁹

«Quatre-vingts étaient réunis ce soir du 19 mai dans ces deux camps sans une bouchée de pain. C'est là d'après un témoin oculaire qu'il y eut des pleurs, des soupirs et des lamentations. Les enfants demandaient du pain; les mères les regardaient et pleuraient. Le lendemain, une chaloupe apporte des provisions; 1 quart de lard, 2 quarts de farine, 1 quart de biscuits. Cette chaloupe était détachée d'un steamboat que la Compagnie Price employait pour faire le flottage du bois. Le courage renaît. On va chercher en canot des provisions à Roberval. D'autres descendaient en canot jusqu'à Chicoutimi et même à Saint-Fulgence. On rapporte du grain de semence et d'autres effets. Les semailles se font en juin. La récolte fut une des plus belles qu'on ait jamais vues.»³⁰

Le feu n'aura pas eu que des effets désastreux; en brûlant les arbres et les herbes il contribuera à fertiliser les terres en culture et facilitera la rude tâche du défrichage. Après le désastre, la colonie de la Rivière-à-l'Ours entre dans une période de développement rapide. De vingt-deux familles qu'elle était avant la conflagration, la population se multipliera par deux en une seule année: elle comprendra au mois d'août 1871, quarante-cinq familles qui totaliseront 188 personnes.³¹ Selon les rapports fournis par le missionnaire, la croissance démographique s'abaissera entre 1871 et 1875, plafonnera, puis recommencera à s'accroître de nouveau: de 190 âmes qu'elle était cette année-là, elle montera à 243 en 1877, à 397 en 1879, et atteindra les 560 âmes en 1882. Le premier janvier 1883, au moment où la mission de la Rivière-à-l'Ours se prépare à demander son statut de paroisse, la population se chiffre exactement à 786 âmes.³²

Juste avant que ne survienne le terrible événement, les colons s'étaient proposés de construire une chapelle et avaient même choisi l'endroit. Le feu ayant détruit tous leurs biens, ils doivent remettre ce projet à plus tard. En attendant, les plus dévots sont toujours contraints de se rendre à Saint-Prime, certains allant jusqu'à Roberval pour assister aux offices religieux. Dans le meilleur des cas, c'est l'abbé Elzéar Auclair, curé de Saint-Prime, qui vient donner la mission dans un camp de bois rond aménagé spécialement pour la circonstance.³³

Pliant sous les requêtes répétées des colons, au mois de mars 1872, le Grand Vicaire Racine se transporte enfin à la Rivière-à-l'Ours dans le but de choisir un site pour la future chapelle de la mission qui vient tout juste d'être fondée. Plusieurs d'entre eux ne s'entendant pas sur l'emplacement,

l'ecclésiastique reporte alors sa décision au début de l'été; afin de régler définitivement la question, il reviendra trois mois plus tard pour annoncer que la chapelle sera construite «dans un endroit à peu près central, sur une petite élévation qui domine la belle rivière Ashuapmouchouan».³⁴

Les travaux de construction sont entrepris près du presbytère actuel, sous la direction de Joseph Savard; le temple mesure 36 pieds sur 28 et est béni au mois de juillet 1873. Trois ans plus tard, on lui ajoutera une sacristie de 12 pieds sur 12 et ce local servira pendant quelque temps à l'hébergement du missionnaire.

Du moment de sa fondation jusqu'à l'aube des années quatre-vingt, la mission de la Rivière-à-l'Ours sera desservie à tous les trois mois par le curé Pierre-Elzéar Auclair, de Saint-Prime.³⁵ Après son départ, c'est son successeur, le curé François-Xavier Belley, qui remplira cette tâche. Afin de répondre aux doléances répétées de la population locale, le nouvel Évêque de Chicoutimi, Mgr Racine, augmentera la fréquence des visites du missionnaire à toutes les quatre semaines. La mission de la Rivière-à-l'Ours a bien grandi en huit ans. A la population locale s'ajoutent maintenant tous les «communiants» des jeunes colonies de Ticouapé et du canton Normandin. Pour l'Évêque, il devient de plus en plus clair qu'il faudra prochainement penser à créer une nouvelle paroisse dans le haut du Lac-Saint-Jean.

La fondation de la paroisse

Lorsque l'abbé Belley prend charge des missions du haut du Lac, en 1880, la colonie de la Rivière-à-l'Ours s'est améliorée à



Vieux moulin à scie qui traitait le bois des premiers défricheurs, à Saint-Félicien, au début de la colonisation de Saint-Félicien.

Photo: Archives nationales du Québec, fonds SHS.

plusieurs niveaux. Les installations précaires des premiers arrivants ont fait place peu à peu à des habitations plus confortables et plus spacieuses. Les familles s'accroissent à un rythme soutenu et les nouveaux-nés s'ajoutent aux colons qui arrivent toujours aussi nombreux pour récupérer les lots de l'arrière-pays qui n'ont pas encore trouvé preneurs. Sur le plan religieux, le missionnaire se plaît à préciser dans son rapport annuel que la population est entièrement catholique et la plupart de ses ouailles s'acquittent honorablement de leurs obligations: la localité n'a pas encore de cimetière, les «désordres» sont rares et les gens paient leur dîme du mieux qu'ils le peuvent.

En dépit d'une bonne croissance démographique et après une quinzaine

d'années d'existence, la petite communauté regroupe toujours une population strictement agricole éparpillée sur un vaste territoire. Il n'y a pas encore de village établi autour de l'église car la population est entièrement absorbée par le défrichement, et les habitants les plus éloignés résident à une distance de douze kilomètres du plus proche voisin. Sur le plan scolaire, nous le verrons un peu plus loin, tout est à faire..., ou presque: en 1881 par exemple, il n'y a encore que deux petites écoles élémentaires et deux institutrices pour dispenser un enseignement primaire aux 54 garçons et aux 45 filles qui les fréquentent.³⁶

Grâce à une législation destinée à insuffler une vigueur nouvelle à la colonisation agricole un peu partout à travers les nouvelles régions du Québec, la marche du peuplement a repris de plus belle dans le

nord-ouest du Lac-Saint-Jean et celle-ci s'étend maintenant de l'autre côté de la rivière Ashuapmushuan. En effet, la baisse d'intérêt qui avait marqué l'évolution des sociétés de colonisation, fait ainsi place à une certaine renaissance de ce type d'organisation. En 1879, l'État concède à la «Société de colonisation de la vallée du Lac-Saint-Jean», communément dénommée «Société Beaudet», un vaste territoire de 20 000 acres réparti à travers les cantons Normandin et Albanel. La «Société de Montmorency» plus spécifiquement, soutient de son côté les efforts de onze arrivants à Saint-Félicien, alors que des nouveaux venus commencent à occuper les terres entre la rivière Ticouapé et Mistassini.³⁷

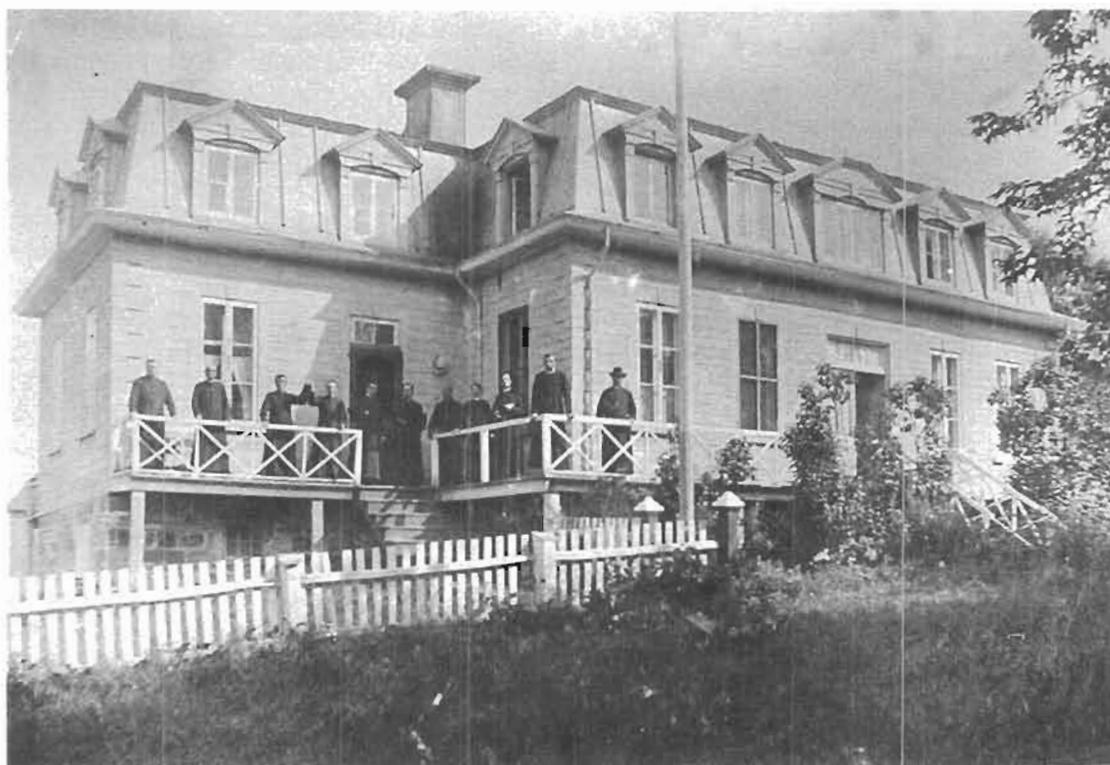
Pendant tout ce temps-là, la population est toujours rattachée à la municipalité de Saint-Prime pour ses services administratifs. Avec l'avance spectaculaire que connaît désormais la marche du peuplement, plusieurs sont maintenant d'avis qu'il faut reviser le statut civil de la mission. Pour donner suite aux requêtes des habitants, le 12 mars 1881, le gouvernement consent à détacher une partie du territoire de la paroisse de Saint-Prime et crée la Municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, et ce avant même que celle-ci ne soit reconnue sur le plan religieux: la nouvelle entité comprend toute la partie du canton Ashuapmushuan, de la rivière à l'Ours jusqu'au canton Demeules, la totalité des cantons Demeules, Dufferin et Normandin, ainsi que la majorité du canton Parent, à l'exception des 3^e et 4^e rangs qui resteront attachés à la municipalité de Saint-Prime.³⁸

Grâce à cette reconnaissance politique officielle, les habitants sentent désormais qu'ils sont entrés dans une nouvelle phase de leur développement. La petite chapelle qui

avait été construite dix ans auparavant pour satisfaire aux besoins des premiers arrivants n'est plus en mesure de servir adéquatement la population. Le 2 septembre 1882, plusieurs habitants de Saint-Félicien adressent une requête auprès de l'Évêque de Chicoutimi afin qu'il accepte la construction d'un nouveau temple. Treize jours plus tard, le 15 septembre, Mgr Racine demande à son vicaire forain, l'abbé Bruno Leclerc, d'aller vérifier sur place le bien-fondé de la demande. Après les rencontres d'usage, le délégué de l'Évêque recommandera dans son rapport du 5 octobre que l'emplacement de la première chapelle soit retenu à nouveau³⁹ mais, pour des raisons strictement pratiques, on transférera le site à proximité du lieu originel.

Mgr Racine nourrissait de grands espoirs pour la municipalité et profitera de la circonstance pour reviser à son tour le statut religieux de sa mission. Il commence donc par donner son accord au projet de l'église et confie à l'architecte Évangéliste Caouette le soin d'en dresser les plans. Sous la direction de Théodore Caouette, les travaux débutent au mois de juin 1883 et s'étireront sur plusieurs mois. En même temps qu'il donne le feu vert au projet, l'Évêque entreprend derechef la création de la paroisse religieuse de Saint-Félicien et nomme à ce poste, l'abbé Joseph Girard.⁴⁰

Le nouveau curé arrive le 6 octobre suivant, occupera ses premiers temps libres à assister l'entrepreneur et ouvrira les registres de la paroisse le 1^{er} janvier 1884.⁴¹ A ce moment, la construction va bon train et les fidèles sont maintenant prêts à profiter de leurs nouveaux locaux. Certes, la réalisation est incomplète mais elle est tout de même suffisamment avancée pour que l'on puisse planifier une utilisation prochaine du temple.



Le vieux presbytère de la paroisse de Saint-Félicien, dont la construction remonte à la fin du XIXe siècle. Photo: Archives nationales du Québec, fonds SHS.

Le 15 janvier, le curé de Saint-Jérôme, l'abbé Jean-Baptiste Vallée, procède enfin à la bénédiction officielle: l'église mesure 46 pieds sur 100, la sacristie 25 pieds sur 40 et la salle publique 25 pieds sur 30. En plus de ces nouvelles bâtisses de bois, la paroisse religieuse compte maintenant (depuis 1882) un cimetière d'une trentaine de pieds, entouré d'une clôture de bois et possédant une partie «pour les enfants morts sans baptême».⁴²

Officiellement, l'érection canonique de la paroisse sera décrétée par l'Évêque le 3 novembre 1884 et sera proclamée par le gouvernement du Québec le 19 juin 1885. Son territoire comprendra sensiblement les mêmes limites que celles de la municipalité.⁴³

La vie scolaire au temps des fondateurs

Sur le plan de l'Instruction publique, les arrivants n'auront pas à attendre bien longtemps avant que n'apparaisse une première forme d'éducation scolaire. Selon certains témoignages d'anciens, la première maison d'école à la Rivière-à-l'Ours remonte à l'année 1869 et c'est à Mlle Philomène Savard (épouse de Pierre Bouchard) que l'on confie la tâche de veiller à l'apprentissage des enfants. Construit en «pièce sur pièce» et mesurant 24 pieds sur 24, ce modeste local qui servira à l'occasion de salle publique,⁴⁴ «se trouvait en face de l'église actuelle à l'endroit où se trouve le parc du Sacré-

Coeur» et sera fréquenté par une quinzaine d'élèves.⁴⁵

Contrairement à ce qu'ont affirmé ceux qui ont eu à écrire sur l'histoire de la municipalité, il semble que cette première bâtisse ne survécût pas au Grand Feu puisque nous n'en retrouvons aucune mention dans les «Rapports du Surintendant de l'Instruction publique» qui suivent le terrible événement. Grâce au rapport de l'inspecteur Martin, nous savons par contre que l'incendie du 19 mai 1870 avait détruit la plupart des maisons d'école et avait paralysé pendant plusieurs mois l'enseignement dans l'ensemble de la région; cette année-là l'inspecteur avait même été contraint de reporter ses visites, faute d'écoles pour le recevoir.⁴⁶ En 1871, la région se remonte à peine de la tragédie et beaucoup de municipalités n'ont pas encore été en mesure de réouvrir leurs écoles. Au Lac-Saint-Jean, seules Hébertville, Quiatchouan (Val-Jalbert) et Saint-Jérôme apparaissent sur la liste des institutions visitées. Il faudra attendre à l'année scolaire 1872-1873 pour les voir réouvrir à Saint-Prime, à Chambord et à Saint-Félicien.⁴⁷

Au mois de septembre 1873, le Docteur V. Martin est remplacé par Édouard Savard, un homme doué d'un grand sens du devoir et qui laissera sa marque au chapitre de l'Instruction publique régionale. Dans sa première visite, le nouvel inspecteur fait état des grandes misères qui affligent les habitants du Saguenay; en plus du Grand Feu précisa-t-il, les colons ont dû faire face aux gelées tardives et à des pluies abondantes «*qui ont mené la ruine et la misère dans la plus grande partie du comté, surtout dans le Haut-Saguenay*» (le Lac-Saint-Jean). Selon lui, toutes ces calamités naturelles, le manque de communications adéquates, l'absence de

Missionnaires et curés de Saint-Félicien

Anciens missionnaires

- Pierre-Elzéar Auclair, curé de Saint-Prime: 1872-1880
- François-Xavier Belley, curé de Saint-Prime: 1880-1883

Anciens curés

- Joseph Girard: 1883-1894
- Louis-Joseph Tremblay: 1894-1901
- Marcellin-Pierre Hudon: 1901-1906
- Joseph-Almas Larouche: 1906-1907
- François-Xavier Belley: 1907-1913
- Jean-François-Régis Gauthier: 1913-1917
- Simon Bluteau: 1917-1953
- Égide Boivin: 1953-1967
- Joseph Lavoie: 1967-1980
- Jean-Paul Larouche: 1980-1986
- Raymond Marcil: 1986 à ce jour

Référence: André Côté, *Sources de l'histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean, Inventaire des archives paroissiales*, Archives nationales du Québec, 1978, p. 164.

méthode d'enseignement et de matériel scolaire, la trop grande variété des livres, la distribution peu judicieuse des horaires ainsi que le peu d'assiduité des enfants ont des incidences importantes sur la qualité de l'enseignement. Pour pallier à tous ces inconvénients, l'inspecteur Savard commence par établir des standards au niveau des volumes, organise un système d'évaluation auquel il ajoute des récompenses aux plus méritants et fixe lui-même les horaires des vacances.⁴⁸

A ce moment, l'unique école de la Rivière-à-l'Ours fait partie de l'arrondissement scolaire de Saint-Prime. Cela prendra encore quelques années avant que les habitants se prévalent de leurs droits

et acquièrent leur autonomie juridique, car ce ne sera que le 25 janvier 1877 que le lieutenant-gouverneur en Conseil érigera officiellement la «municipalité scolaire de Saint-Félicien». Ne détenant alors aucun statut civil et n'ayant pas encore de limites officielles, la nouvelle entité comprendra à peu près les territoires de la future paroisse: tous les lots du canton Ashuapmushuan, à partir du nord-ouest de la rivière à l'Ours, et tous les cantons Demeules et Parent.⁴⁹

«Cette nouvelle municipalité [Saint-Félicien, en 1877] a une école en opération tenue sur un bon pied. Les commissaires et le secrétaire-trésorier s'acquittent bien de leurs devoirs. Mlle Apolline Giroux, qui conduit cette école, n'a pas de brevet, mais elle possède d'excellentes dispositions pour l'enseignement. On y compte 33 élèves. Assistance en moyenne: 23. Sept élèves sont depuis l'A, B, C, jusqu'à la lecture courante, 9 lisent couramment, 17 lisent bien, 5 étudient l'arithmétique et le calcul mental. L'ameublement scolaire comprend deux tables, cinq bancs, un poêle, un tableau noir, un seau et une tasse. Maison neuve de 25 pieds sur 20, située au pied d'une côte et près d'un petit ruisseau. Cour spacieuse.»⁵⁰

A la fin des années soixante-dix, la municipalité, qui compte toujours une seule école, est sur le point de se réorganiser. Mais même si en 1880, on procède à la construction d'une seconde maison d'enseignement, les problèmes ne seront pas tous réglés pour autant. Effectivement, dans ses rapports sur les missions, le curé fait état régulièrement de négligence de la part des parents et du manque d'assiduité des écoliers mais se dit toutefois satisfait qu'il n'y ait pas d'institution protestante sur son territoire: les deux écoles en fonction dans la mission nous

dit-il, sont mixtes, accueillent une centaine d'enfants et sont tenues par des institutrices «non mariées».⁵¹

D'un point de vue quantitatif, Saint-Félicien s'est notablement améliorée au tournant du siècle, car la municipalité compte sept écoles à l'intérieur de son territoire. D'un point de vue qualitatif cependant, les résultats sont moins édifiants puisque l'inspecteur la place au 18^e rang et lui attribue la note 35 sur 60.⁵²

Communications et colonisation, un tandem inséparable

Le rapatriement des fonctions administratives touchant les domaines scolaire (1877), civil (1881) et religieux (1884) indique bel et bien que la paroisse est entrée désormais dans sa première phase de développement communautaire. Avec les constructions toutes récentes de l'église, du presbytère et d'une deuxième école, et avec l'implantation de deux commerces tout près de là, un modeste noyau plus concentré de peuplement commence effectivement à prendre forme. Certes, on ne peut pas encore parler de village comme tel, mais tout indique que cela ne saurait tarder. Autre événement mémorable, l'année de l'érection canonique marque aussi l'arrivée du premier médecin résident: le Dr Louis-Arthur Poliquin qui sera le seul à dispenser des soins médicaux entre les paroisses de Saint-Prime et de Saint-Michel de Mistassini; ce dernier occupera pendant un certain temps la fonction d'agent des terres pour le gouvernement.⁵³

Depuis 1881, Saint-Félicien a pris la relève de Saint-Prime et constitue donc le chef-lieu de toutes les missions du nord-ouest du Lac-Saint-Jean. En 1885, Saint-Méthode



Le bateau à vapeur «Piékouagami» appelé plus communément «La Barouette», au quai de Saint-Félicien.
Photo: Archives nationales du Québec, fonds SHS

possède désormais un nombre d'habitants suffisant et obtient du gouvernement le droit de s'ériger à son tour en municipalité de paroisse. Cinq ans plus tard, en 1890, les «cantons unis de Normandin et d'Albanel» en font autant et se séparent de la municipalité-mère. Avec ce double démembrement, le territoire de Saint-Félicien s'est passablement rétréci et ne comprend plus maintenant que le territoire circonscrit entre les rivières à l'Ours et Ashuapmushuan; soit une partie du canton Ashuapmushuan ainsi que la totalité des cantons Demeules et Dufferin.⁵⁴

Avant l'arrivée du chemin de fer et la construction de l'embranchement Chicoutimi—Chambord, le chemin Kénogami reste la seule voie reliant le bassin du Lac-Saint-Jean au Saguenay. Dans les années quatre-vingt, malgré les requêtes répétées des colons, ce chemin n'est pas encore terminé et ce qui a

été réalisé dépasse à peine le canton Quiatchouan. Les colons habitant au-delà de la paroisse de Notre-Dame du Lac-Saint-Jean (Roberval) y ont accès seulement après avoir emprunté un sentier tortueux et praticable surtout dans le meilleur temps de l'hiver. Dans bien des cas, lorsque la température le permet, plusieurs utilisent encore le canot d'écorce comme à l'époque du commerce des fourrures.⁵⁵

En 1888, le chemin de fer arrive enfin à Roberval mais les habitants de Saint-Félicien devront patienter encore plusieurs années avant de profiter pleinement de ce service. À défaut d'une gare pour chacune des paroisses, le chemin de fer permettra par contre à la population de saisir l'importance des communications par eaux. Pour utiliser dans sa pleine mesure cet important atout, Beemer, cet homme d'affaires visionnaire qui

avait réussi à obtenir le terminus de Roberval, obtient l'accord du gouvernement pour établir une ligne régulière entre les différentes paroisses situées le long du littoral du lac Saint-Jean. Associé avec les industriels B. A. Scott, J.G. Ross et Euloge Ménard, Beemer devance les subventions gouvernementales et construit le *Péribonka*. Ce petit navire à fond plat sera en fait le premier bateau à vapeur qui sillonnera les eaux du lac Saint-Jean à partir de son port d'attache: Roberval. Vers cinq heures du soir, le 13 août de cette année-là, le *Péribonka* jette l'ancre à «la traverse», sous une pluie d'applaudissements de la population qui s'était entassée près des rives pour marquer la circonstance. L'événement est de taille et mérite d'être signalé car Saint-Félicien, à l'instar des paroisses encore plus éloignées de Mistassini et de Péribonka, entre dans une ère nouvelle de son développement.⁵⁶

L'arrivée du chemin de fer et le début de la navigation sur le lac Saint-Jean permettront en effet à la colonisation de prendre un nouvel essor. Au cours des mois qui suivent, les arrivants sont nombreux. A la limite nord-ouest de Saint-Félicien, le canton Dufferin qui avait échappé jusque-là au phénomène du «retour à la terre», est soudainement pris d'assaut. A l'automne 1889, trois familles de pionniers arrivent pour s'installer dans le sixième rang. Venues là pour «faire chantier», elles seront suivies l'année suivante par d'autres congénères, impatientes eux aussi d'acquérir leurs propres lopins de terre. A l'automne 1890, la nouvelle mission de Rivière-au-Doré compte environ huit familles et plusieurs terres sont déjà défrichées et ensemencées.⁵⁷

Entre les petites colonies de peuplement établies par-ci par-là de chaque côté de la rivière Ashuapmushuan, le réseau de

communications reste malgré tout toujours précaire. Pendant l'hiver, la mission de Notre-Dame-de-la-Doré qui est reliée à la paroisse-mère de Saint-Félicien par un étroit sentier de «baccagnole», reste complètement isolée et ne peut recevoir aucun secours de sa voisine. Pour traverser la rivière Ashuapmushuan et atteindre la paroisse de Saint-Méthode, les voyageurs doivent emprunter un petit bac qui sera supplanté fort heureusement en 1894 par la construction d'un pont de 800 pieds de longueur, en aval de la «chute-à-Michel».

Signe d'une prospérité précoce et indice de l'amélioration des conditions de vie, en 1895, la paroisse de Saint-Félicien est greffée au réseau de téléphone régional. Le projet avait été mis de l'avant grâce aux efforts coordonnés d'une douzaine d'actionnaires, dont le curé Louis Tremblay et le docteur Poliquin.⁵⁸



Cérémonie marquant l'inauguration de la ligne de chemin de fer Chibougamau et Saint-Félicien, en 1959.

Photo: Collection privée.

PARTIE II

L'organisation de la vie communautaire: 1905-1946

Fondation de la municipalité du village

La paroisse de Saint-Félicien comprenait donc à l'origine, un vaste territoire dont elle desservait la population et qui a donné naissance à la mission de la Rivière-au-Doré ainsi qu'aux paroisses de Saint-Méthode, de Saint-Cyrille de Normandin et de Saint-Stanislas de Mistassini. Au début du XXe siècle, en dépit du fait que la communauté ne possède pas encore de service d'aqueduc, nous pouvons dire que la paroisse s'est améliorée sur plusieurs plans. En 1900, le réseau scolaire ne compte peut-être pas d'école modèle mais avec ses sept maisons d'enseignement en activité, tout espoir est maintenant permis. Le village qui avait commencé à se constituer autour de l'église une quinzaine d'années auparavant, a atteint une dimension respectable et la population peut désormais songer à demander la révision de son statut civil: église, presbytère, écoles, magasins, boutiques de forge et cordonneries ainsi que plusieurs dizaines de résidences ont pignon sur rue. L'artère principale, le long de laquelle s'alignent de manière plus ou moins ordonnée toutes ces bâtisses, traverse plusieurs lots et la municipalité prévoit ouvrir une autre rue dans les prochains mois.

Au début de l'année 1905, un groupe de citoyens vivant à l'intérieur du périmètre le plus concentré est prêt à passer aux actes et adresse une requête au Parlement provincial, dans le but de détacher une partie du territoire

de la paroisse et de l'ériger en municipalité de village. Selon la loi de 1855,⁵⁹ cette modification peut être obtenue sur présentation à un conseil de comté d'une requête signée par trente habitants ou plus. Pour que la demande soit prise en considération, la loi oblige également que l'on recense au moins quarante maisons habitées à l'intérieur d'un périmètre de soixante arpents de rayon.⁶⁰

En tenant compte de ces exigences ponctuelles nous sommes donc en mesure d'apprécier l'importance relative du phénomène d'urbanisation. Selon les plans sommaires établis par le «surintendant spécial» qui devait vérifier le bien-fondé de la requête, l'arrondissement urbain contient à ce moment précis, environ soixante-dix maisons et quelques dépendances: toutes ces bâtisses sont regroupées près de l'église, à l'intérieur des lots 48 et 49 du 3e rang du canton Ashuapmushuan, et des lots 1 à 5 du 1er rang du canton Demeules.⁶¹ Le 11 juillet 1905, le Gouvernement accepte la requête et, par un Arrêté en Conseil, érige la nouvelle «Municipalité du Village de Saint-Félicien»: son territoire comprend les lots précités et restera inchangé jusqu'à la création de la ville, en 1946.⁶²

La paroisse municipale quant à elle, devra subir un autre démembrement, en 1906, lorsque le gouvernement érigera la «Municipalité de la partie nord-ouest de la

paroisse de Saint-Félicien» (qui deviendra Notre-Dame de la Doré en 1915): ce territoire ainsi retranché, comprendra les mêmes délimitations que celles de la paroisse religieuse; «*au nord-ouest par la rivière Ashuapmouchouan pour tout le canton Dufferin, et par la ligne qui sépare le rang IV du rang V du no 27 au no 49 du canton Demeules; au sud-est par la paroisse de Saint-Félicien; au sud-ouest et à l'ouest par les terres non arpentées de la Couronne.*»⁶³

Petite histoire de l'aqueduc municipal

Indice révélateur de l'amélioration de la qualité de vie, la population de Saint-Félicien a été sensibilisée très tôt à l'importance de développer son propre réseau d'aqueduc. En effet, dans toutes les municipalités naissantes du Saguenay—Lac-Saint-Jean, la nécessité de répondre aux besoins vitaux d'une communauté en pleine croissance est préoccupante au plus haut point. Nous conviendrons qu'après presque un demi-siècle de privation, les gens aspirent à goûter au bien-être qu'apportent les améliorations de type plus urbain. Le système d'aqueduc est l'une de ces nouveautés qui distinguent le plus le genre de vie des pionniers de celui des générations suivantes: l'eau est essentielle à la vie, nécessaire à l'industrie, importante pour lutter contre les incendies, etc...

Au Saguenay, le village de Sainte-Anne et la ville de Chicoutimi possèdent déjà, dès 1894, un réseau d'aqueduc précaire mais ces derniers se révéleront rapidement inadéquats. Construits d'abord en bois avec des troncs d'arbres creusés à la main et emboutés l'un dans l'autre, leur durée de vie ne dépassera guère la dizaine d'années mais ils permettront au moins d'attendre l'avènement du tuyau de ciment qui offrira des avantages marquants par rapport à son prédécesseur.⁶⁴ Au Lac-

Les maires de la municipalité de Saint-Félicien 1881-1990

La Municipalité de la Paroisse

Joseph Savard	1881-1885
Félix Roy	1885-1889
Domicile Têtu	1889-1891
Célestin Boulay	1891-1892
Henry Savard	1892-1899
Alex Jobin	1899-1901
Antoine Hébert	1901-1904
Célestin Boulay	1904-1906
Albert Naud	1906-1910
Arsène Verreault	1910-1919
Joseph Saint-Pierre	1919-1921
Hilaire Dumas	1921-1923
Henri Tremblay	1923-1933
Tancrède Germain	1933-1943
Stanislas Boudreault	1953-1961
Paul-Émile Gagnon	1961-1964
J.-Arthur Guay	1968-1975
Laval Boily	1975-1977

La Municipalité du Village

Antoine Hébert	1905-1906
Flavien Coulombe	1906
Adjutor Rousseau	1906-1908
Arthur Poliquin	1908-1911
Flavien Coulombe	1911-1917
Edmour-A. Têtu	1917-1920
Adjutor Rousseau	1920-1921
Arthur Grenier	1921-1923
Arsène Verreault	1923-1925
Adjutor Boulanger	1925-1929
Flavien Coulombe	1929-1931
Adjutor Boulanger	1931-1935
Antoine Castonguay	1935-1940
J.-Émile Tremblay	1940-1946

La Municipalité de la Ville

Albéric Gagnon	1946-1948
J. Marie Levesque	1948-1953
Rodolphe Lefevre	1953-1960
Alfred Hamel	1960-1977
Laval Boily	1977-1983
Benoît Laprise	1983-1989



L'Hôtel Château Saint-Félicien, au début du siècle.
Photo: Archives nationales du Québec, fonds SHS

Saint-Jean, Roberval est à l'avant-garde à ce chapitre et la municipalité s'enorgueillit, dès 1892, de posséder le premier réseau d'aqueduc de bois de toute la région: là aussi, les particuliers se plaindront d'un manque de pression, de ruptures intermittentes d'approvisionnement et d'une eau trop souvent impropre à la consommation.⁶⁵

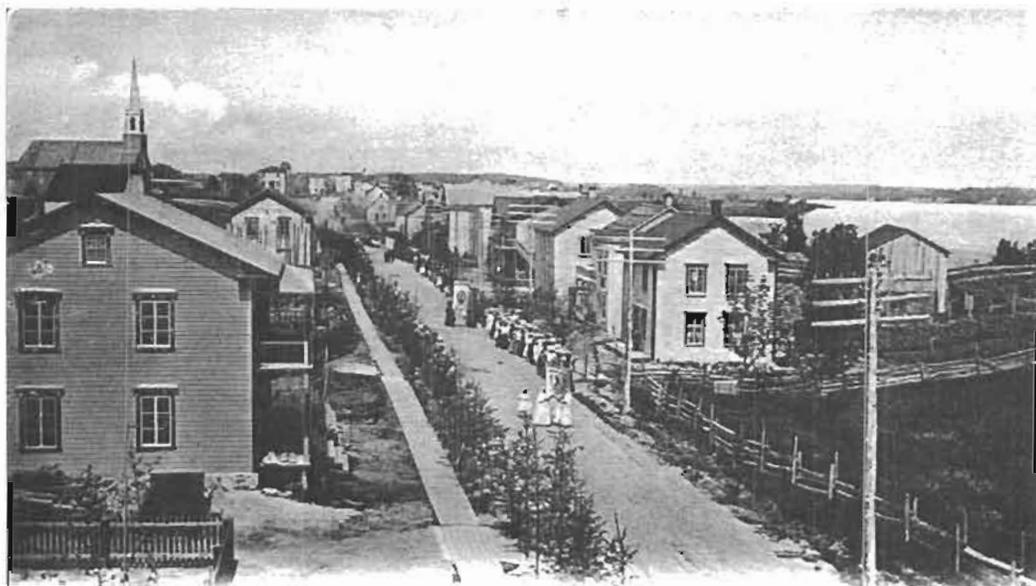
Au début du XXe siècle, le rendement nettement mauvais qui avait ainsi caractérisé les premiers systèmes d'aqueduc de bois démontre assez rapidement l'importance majeure d'améliorer l'ensemble de chacun de ces réseaux. A Saint-Félicien, l'érection de la municipalité du village permettra justement de faire un pas dans la bonne voie. En effet, en 1906, le conseil est fermement décidé d'aller de l'avant et autorise son secrétaire-trésorier, Monsieur Nérée Perron, à effectuer des démarches auprès du Bureau d'Hygiène de Montréal pour obtenir la permission de s'alimenter à partir de la rivière Ashuapmushuan. Selon le texte de la requête, cette démarche et cette approbation technique étaient rendues nécessaires pour s'assurer d'une eau de qualité et éviter ainsi les épidémies: déjà à l'époque, certains

particuliers avaient pris l'initiative de construire leur propre système d'égouts temporaire, une organisation nettement déficiente qui ne répondait à aucune norme même minime. Le résultat était désastreux. L'eau de rebut se déversait directement dans la rivière, contaminant le reste du bassin d'alimentation.⁶⁶

Au cours de l'été le projet est momentanément délaissé au profit d'urgences plus saisonnières et il ne refait surface qu'à l'automne. A ce moment le conseil municipal est de plus en plus préoccupé par la question et celui-ci tentera alors d'envisager différents scénarios. Au fil des mois, entre septembre 1906 et avril 1907, les élus vérifieront le bien-fondé de trois possibilités.

La première alternative est proposée lors de la séance du quatorze septembre 1906 et met en évidence l'éventualité d'installer une prise d'eau à environ cinq kilomètres au nord du village, à la chute faisant face au pont Taillon. Faisant l'objet d'une attention particulière de la part du député du Lac-Saint-Jean de l'époque qui est invité à piloter la requête auprès du ministère des Terres et Forêts, cette avenue est aussitôt jugée inadéquate: selon les observateurs, la trop grande distance, l'accès difficile et la faible élévation de la chute enlevaient toute crédibilité au projet.

Sans se décourager, le douze novembre suivant, le conseil municipal est donc invité à se pencher sur une seconde proposition qui envisage cette fois-ci d'utiliser l'énergie éolienne pour suppléer aux inconvénients précités. L'idée initiale avait déjà fait ses preuves ailleurs au Québec, notamment dans le petit village de Saint-Jérôme de Terrebonne, mais fut déclassée par les tenants d'un système plus conventionnel qui



Le village de Saint-Félicien, vers 1910.
Photo: Yvan Gauthier, Chicoutimi.

arrivèrent en force pour proposer une troisième solution.⁶⁷

Cette troisième et dernière alternative est redevable à un citoyen de l'endroit, Monsieur Albert Naud. Le 8 avril 1907, ce dernier propose à la municipalité de construire un aqueduc qui devra éventuellement remplir la condition d'étendre son service jusqu'à «*l'embranchement du rang du village*». Ce revirement était bien loin de plaire à toute la population et plusieurs citoyens s'opposaient farouchement à la privatisation du réseau. Sans se décourager pour autant, le promoteur Albert Naud, fonde la «*Société de l'Aqueduc de Saint-Félicien*» et débute la construction sans avoir obtenu au préalable l'approbation populaire. Le 6 août, les électeurs du village sont donc appelés à se prononcer par voie de référendum: sur 88 électeurs inscrits au rôle d'évaluation, 58 votent en faveur et 6 contre. C'est maintenant chose réglée, la prise d'eau se situera hors des limites du village, sur les

lots 41 et 42 du septième rang du canton Ashuapmushuan, et la ligne de tuyaux traversera de long en large toutes les limites de la municipalité. Le 1er octobre 1908, les travaux sont enfin terminés.⁶⁸

Les fondateurs de la «*Société de l'Aqueduc de Saint-Félicien*» ne pourront pas profiter bien longtemps de leurs efforts. N'ayant pu satisfaire à toutes les exigences du contrat et croulant sous les dettes, la Banque Canadienne Nationale récupère les titres et revend l'entreprise pour 35 000\$, à deux industriels de Saint-Marc des Carrières. Ceux-ci l'opéreront pendant six ans. Passant de mains en mains, la municipalité du village ne réussira à devenir propriétaire qu'en 1941. Après avoir survécu à la crise et après trente-huit ans d'un service pas toujours efficace, le système montrait des signes de faiblesse évidents un peu partout: la prise d'eau était trop basse, la dégradation par la rouille de l'ensemble des tuyaux provoquait une

obstruction des conduits et l'interruption régulière du service exigeait une intervention énergétique des nouveaux propriétaires.⁶⁹

Le rattachement au réseau local de communications

Au niveau des communications, la période s'étirant entre les années 1901 à 1927, en est une de transition. Nous assistons en effet à l'abandon du vieux réseau formé par le chemin Kénogami et la navigation sur le lac Saint-Jean, et au déploiement du réseau ferroviaire vers les futurs centres industriels. Cela prendra un quart de siècle avant que ne soit opérée cette modification qui coïncide justement avec les grandes étapes de l'économie jeannoise et saguenéenne. Avant l'arrivée des premières pulperies, le vieux chemin Kénogami, qui avait été créé pour faciliter les déplacements à travers les jeunes colonies de peuplement, remplissait quand même assez bien sa mission. A partir de 1901, l'implantation du réseau des pulperies entre la baie des Ha! Ha! et Val-Jalbert, démontre qu'il faut revoir intégralement l'intelligence des communications et surtout qu'il faut continuer de développer la voie ferrée.

La construction du tronçon Chicoutimi—Chambord et son aboutissement au terminus de la «Reine du Nord», en 1893, avaient été justement pensés en fonction d'atteindre après coup le port de la baie des Ha! Ha! Pour des raisons d'ordre économique, l'idée de rejoindre ce dernier point avait été remise aux calendes grecques et ce projet ne sera repris qu'en 1908, par l'industriel chicoutimien J.-E.-A. Dubuc. Faisant suite à l'acquisition d'une partie des actions de la pulperie de Val-Jalbert il aura donc des conséquences directes sur le projet du

tronçon devant éventuellement relié Roberval à Saint-Félicien.⁷⁰

Dans le Haut du Lac, alors que H.-J. Lyons et René Dupont réussissent l'exploit mémorable d'être les premiers à effectuer un voyage en automobile entre les municipalités de Roberval et de Saint-Félicien,⁷¹ les politiciens et les hommes d'affaires jeannois entretiennent des rêves de grandeur. Leurs projets ne manquent pas d'ambition et visent à étendre davantage le réseau ferroviaire. Ces gens qui se sentent bien appuyés par l'opinion publique, ont une double idée en tête: une ligne de chemin de fer de ceinture qui relierait toutes les municipalités du Lac-Saint-Jean entre elles, et une seconde qui leur donnerait accès immédiatement à la région minière et forestière de Chibougamau.⁷²

En 1907, la compagnie «Canadien-Nord» ou «Canadian Northern», qui vient tout juste de succéder à la compagnie «Québec-Lac St-Jean», est pressée par la population de compléter la section de 27 kilomètres séparant les municipalités de Roberval et de Saint-Félicien. Les nouveaux propriétaires (William Mackenzie et Donald Mann), qui ont des intérêts un peu partout à travers le Canada, ne se sentent pas liés aux espoirs suscités préalablement par l'ancien actionnaire et administrateur, J. G. Scott. Même si Mackenzie promettait à son tour la réalisation du prolongement pour l'année 1910, la population devra attendre encore plusieurs années.

Le projet de Mackenzie s'inscrivait d'ailleurs dans un vaste plan d'ensemble régional et devait satisfaire aux attentes des industriels locaux. En 1911, Dubuc, qui vient tout juste de terminer le tronçon Chicoutimi—baie des Ha! Ha!, poursuit sa percée et entreprend d'étendre son propre chemin de fer qui contournera le lac Saint-Jean par le



L'église et la ferme Hébert, à Saint-Félicien, vers 1910.
Photo:Archives nationales du Québec, fonds Notman.

Nord-Est, passera vers les colonies de la Péribonca et de la Mistassini et ira se raccorder à la portion du réseau national appartenant à la «Canadian Northern». ⁷³ Probablement pour des raisons d'ordre financier, ce second projet —de même que celui de la «Northern»— n'aura pas de suite et tombera dans l'oubli. ⁷⁴ Il faudra attendre la faillite de cette dernière société, en 1917, pour que les gens puissent à nouveau espérer. Favorisé par la conjoncture, le gouvernement fédéral achète l'ensemble du réseau détenu par l'association Mackenzie—

Mann, et commence immédiatement le parachèvement du tronçon de Saint-Félicien.

Le 20 novembre 1917, «*peu après les petites heures du matin*», M. le curé Jean-François-Régis Gauthier, inaugure le service des «gros chars», et devient ainsi le premier voyageur officiel à faire le trajet entre Roberval et Saint-Félicien. ⁷⁵ Il sera imité le 3 décembre suivant, lorsque la locomotive débarquera son successeur à la cure, M. l'abbé Simon Bluteau, lequel est accompagné

du premier chef de la «station» locale, M. Adjutor Boulanger.⁷⁶

A partir de 1922, l'évidence du rôle moteur joué par la grande industrie dans le développement des communications provoque la résurgence du projet de construction du chemin de fer de ceinture. Cette fois-ci, cependant, les espoirs seront audacieux car on espère maintenant atteindre les immenses ressources minières de Chibougamau et unir les deux régions ensemble. Au mois de janvier 1924, une délégation regroupant les députés et une cinquantaine d'hommes d'affaires se déplacent à Québec pour demander au gouvernement d'entreprendre le prolongement du chemin de fer, à partir de la jonction d'Alma.⁷⁷ A défaut de réaliser la totalité du projet, on demande au moins d'entreprendre le tronçon jusqu'à Mistassini.

Même s'ils n'ont pas d'industries, les cultivateurs plaident le dépérissement de l'agriculture et le déplacement de la population rurale vers les nouveaux centres d'Alma, Jonquière et Kénogami. Pour eux, le chemin de fer n'apparaît pas comme le seul remède; on le considère surtout comme l'un des moyens les plus efficaces pour ramener la confiance chez les colons et les cultivateurs.⁷⁸ Il va de soi que dans des centres aussi éloignés, là où l'économie dépend de plus en plus d'une agriculture de marché, il faut assurer un débouché efficace aux produits et seul le chemin de fer peut rendre véritablement ce service. Avec le développement de la grande industrie, au Sud du lac, avec la cristallisation des moteurs économiques, la question en est une de vie ou de mort.

En 1925, les requêtes sont moins ambitieuses et se limitent à un tracé qui unirait les paroisses de Saint-Félicien, Notre-Dame

de la Doré, Normandin, Sainte-Jeanne-d'Arc et Saint-Augustin entre elles.⁷⁹ C'est l'annonce, en 1926, du début des travaux de construction d'une usine, à la jonction des rivières Mistassibi et Mistassini, qui redonne vie au projet. Le tracé définitif est accepté au mois de mars 1927 et les travaux sont réalisés au cours du printemps et de l'été de la même année. Finalement, au début de septembre 1927, la première locomotive arrive à Dolbeau.⁸⁰

D'autre part, le réseau routier évoluera encore beaucoup plus lentement. Les premières automobiles sont introduites seulement à la fin des années dix dans la région et seules les personnes disposant d'un revenu supérieur sont en mesure de s'offrir un tel luxe. Au Lac-Saint-Jean, la géographie capricieuse favorise peu, à cette époque, les voies de terre: les rivières constituent encore en 1920, des obstacles importants et plusieurs exigent encore l'utilisation d'un bateau-passeur. La construction systématique des ponts ne sera entreprise qu'au début de la décennie vingt et prendra une bonne quinzaine d'années avant d'être réalisée en entier.

Les communications extérieures: vers la région de Chibougamau

En 1929, au moment où éclate la crise, le Saguenay et le Lac-Saint-Jean souffrent encore énormément du manque de communications. Le vieux chemin Kénogami est rendu inopérant en raison du harnachement du lac Kénogami et de la disparition de la paroisse de Saint-Cyriac, en 1924. Il prive momentanément les deux régions de ce moyen. La route Stoneham—Lac-Saint-Jean n'est pas encore ouverte et fait l'objet d'une pression soutenue dans les



Le vieux pont couvert reliant les deux côtés de la rivière Ashuapmushuan, en 1938.
Photo: National Geographic Magazine, May 1939.

éditoriaux du journal local, *Le Colon*. Sur le plan des communications ferroviaires, le tronçon de chemin de fer entre Saint-Félicien et Dolbeau vient tout juste d'être terminé et se sont estompés avec cette réalisation les espoirs d'un chemin de fer de ceinture qui entourerait complètement le lac Saint-Jean. Sur le plan des liaisons aériennes, Roberval inaugure, en 1920, sa base expérimentale alors que Saint-Félicien emboîte le pas, en 1929, avec sa base commerciale; la «Transcontinental Airways de Québec» qui assure un certain service pour les voyageurs et les marchandises. Enfin, les deux routes La Tuque—Chambord et Chibougamau—Saint-Félicien, ainsi que le chemin de fer de Chibougamau, ne font pas encore partie des grandes préoccupations des jeannois. Quant à

la navigation sur le lac, elle appartient de plus en plus à l'histoire et l'avenir ne semble pas lui réserver une bien grande responsabilité.

La réalisation de la route Québec—Lac-Saint-Jean dans les années vingt, et les demandes préliminaires pour le tronçon de La Tuque n'étaient pas de simples cas isolés. Ouverte au moment où l'industrie paraissait vouloir seconder l'agriculture dans la vie économique régionale, la liaison routière avec la Vieille Capitale faisait partie d'un vaste projet gouvernemental qui visait à placer le Lac-Saint-Jean au centre même du développement d'une nouvelle région qui allait naître prochainement entre la Baie James et le Saguenay. La population du Lac-Saint-Jean misait beaucoup sur cette dernière voie



L'usine de pâte et papier de la Compagnie Donohue, qui fut implantée en 1978 à Saint-Félicien.
Photo: Collection privée, 1989.

de communication. Avant le crash boursier plusieurs compagnies minières intéressées aux gisements d'or, d'argent et de cuivre s'occupaient fébrilement à prospecter les environs du lac Chibougamau. Pour atteindre les lieux, celles-ci étaient contraintes soit d'emprunter l'ancien parcours des fourrures, soit de passer par l'Abitibi, soit de prendre l'avion. Dans cette perspective monter le plus petit équipement exigeait des efforts extrêmement onéreux et limités.

Le Lac-Saint-Jean avait tout à gagner avec le développement d'une voie de communication reliant Saint-Félicien à la région minière. Dans un premier temps, cela devait éventuellement permettre une extension des rapports commerciaux et l'accès à de nouveaux marchés. De façon un peu moins réaliste par contre, alors que l'on se prépare à vivre le dernier acte du mouvement de retour à la terre, on espérait voir surgir aussi, un peu plus loin vers le nord, de nouvelles paroisses.⁸¹

Au cours de la première moitié de la décennie trente, le gouvernement du Québec ne semble pas intéressé outre mesure par la question. Cependant, pressé par les nombreuses compagnies minières, par le monde des affaires et par les politiciens, le premier ministre Duplessis accepte, à l'automne 1936, d'engager 1 500 000\$ à la construction d'une route d'hiver qui reliera les deux régions.⁸² Commencée dès l'annonce de la bonne nouvelle, cette route qui n'est qu'un tracé d'hiver, sera finalement ouverte deux mois plus tard, à la fin de janvier 1937.

Ainsi que l'avaient pressenti les promoteurs, l'ouverture de la «route» Lac-Saint-Jean—Chibougamau avait donné accès aux riches forêts de ces régions perdues et avait ouvert de nouveaux marchés. Elle avait apporté du même coup aux paroisses disséminées près du parcours un essor important et laissait entrevoir l'arrivée d'une ère de progrès. Mais en 1940, cette soi-disant «route» n'est encore qu'un tracé incertain, voire même impraticable pendant une bonne partie de l'année. Certes, le chemin est défriché entièrement, les ponts et les ponceaux sont construits sur tout le parcours, mais pour le trafic motorisé par contre,



Le vieux garage de l'entrepreneur Hamel.
Photo: Russel Bouchard, 1989.

entreprendre la montée vers Chibougamau reste une entreprise incertaine et téméraire.⁸³ Au milieu des années quarante le gouvernement accepte de reprendre les travaux de construction. En 1947, la route est terminée sur la moitié de son parcours et les véhicules toutes catégories sont en mesure d'atteindre en tout temps de l'année le lac Chigoubiche, situé à mi-chemin entre Saint-Félicien et Chibougamau.⁸⁴ La construction de la seconde moitié du tronçon prendra deux ans et il ne sera inauguré qu'à la fin de l'année 1949. Cette réalisation aura coûté quatre millions de dollars.

L'ouverture des communications entre Saint-Félicien et Chibougamau marque une étape cruciale dans l'histoire de notre région et même dans l'histoire de la province toute entière. Cela signifie, d'abord pour ces nouvelles contrées, que l'époque héroïque de la traite des fourrures est bel et bien terminée; elles doivent céder maintenant la place à l'exploitation minière et forestière. Cela signifie aussi un net recul de la frontière de l'arrière-pays, à plus de 300 kilomètres au nord. Enfin, cela soustrait, pour un certain temps du moins, le nouveau centre minier à la force d'attraction de l'Abitibi. Mais même ouverte douze mois par année, la route seule ne peut satisfaire bien longtemps aux besoins toujours insatiables des entrepreneurs qui arrivent toujours de plus en plus nombreux. Elle ne peut, de surcroît, apaiser ses craintes face au pouvoir d'attraction de l'Abitibi qui veut toujours récupérer sa juste part des retombées économiques engendrées par le boum minier.

Le raffermissement de l'économie locale

Cela va de soi, l'élaboration d'un réseau local de communications et l'entrée en service

des voies d'accès à la région minière de Chibougamau, conféreront à Saint-Félicien une nouvelle importance. Située désormais à la limite nord-ouest du Lac-Saint-Jean, cette municipalité est d'ailleurs la seule à être coiffée du titre de «village»; une situation originale, il faut bien le dire, qui lui permettra pendant bien des années encore, de diriger en quelque sorte la destinée des petites localités limitrophes qui prendront beaucoup plus de temps, hélas, à se libérer du statut étouffant de simple «municipalité de paroisse». Même plus! Sur certains points, Saint-Félicien opposera une vive compétition à la paroissière, Roberval, la «Reine du Lac-Saint-Jean», qui avait été (en 1903) la première de la sous-région à recevoir le titre de «ville». Au gré du déplacement de la dynamique des communications, se modifient de paire le rôle et l'importance relative des municipalités concernées; sans doute la plus pénalisée par cette transformation, Roberval entrera donc dans une période de déclin, laissant à sa voisine une partie de son rôle et de son influence.

De toute évidence, les premiers indices de ce transfert et de cette lutte deviennent surtout apparents avec la crise que traverse la navigation sur le Lac (une crise qui se traduit par une perte réelle d'influence pour Roberval), et la montée graduelle et ininterrompue du transport automobile.

En 1924, alors que plusieurs quais ont définitivement cessé toute activité et que le transport des voyageurs par bateau appartient au domaine de l'histoire, un petit salarié de Saint-Félicien, Émile Hamel, propriétaire d'une camionnette de transport d'une tonne et demie, entreprend un service de livraison à domicile: parmi les produits touchés, on note surtout les grains de semence et le bois de sciage. L'expérience aidant, le nouvel entrepreneur étend ses activités au transport

de marchandises entre Saint-Félicien et Chicoutimi.⁸⁵

Il faut dire qu'à cette époque, ce genre de réalisation n'est pas de tout repos et relève presque de l'exploit: le voyage aller-retour (environ 260 kilomètres) prend trois jours et s'effectue dans des conditions difficiles. Avant que ne soit réalisé le tronçon de chemin de fer entre Saint-Félicien et Dolbeau (1927), c'est lui qui assurera le service de transport régulier. Quelques années plus tard (en 1937), l'entrepreneur Hamel achètera un deuxième camion et il réussira de cette façon à étendre ses activités au transport du gravier ainsi qu'à celui des billots. En 1946, son entreprise est solidement implantée au Lac-Saint-Jean; avec l'acquisition d'un quatrième camion, l'Homme jouit d'une bonne renommée.⁸⁶

En même temps que se transforme le panorama industriel régional, grâce notamment à la redéfinition du réseau des pulperies et des usines à papier, au développement de l'énergie hydro-électrique et à l'implantation de l'industrie de l'aluminium, plusieurs municipalités entrent de plein fouet dans une phase de développement rapide. A Saint-Félicien, on pourrait presque parler d'un mini boum économique. Au début des années vingt justement, le village connaît une effervescence jusque-là inégalée. C'est au cours de cette brève période que le phénomène d'urbanisation fait sa première grande percée: en 1911, 1 346 (70%) âmes habitent la paroisse et 581 (30%) le village; en 1921, sur une population totale de 2 886 habitants, la paroisse ne regroupe plus que 1 580 âmes (55%), et le village 1 306 (45%).⁸⁷ Selon les chiffres publiés dans l'*Annuaire* statistique régional, les deux municipalités regroupent en tout et partout, avec les terrains

de la «couronne», 29 346 acres: le village détient 467 acres et la paroisse le reste.⁸⁸

D'ailleurs, au cours de cette même année 1923, plus précisément le 13 octobre, les paroissiens assistent presque euphoriques, à l'inauguration des locaux de la Banque Nationale. Une messe solennelle est célébrée pour la circonstance et les nombreux discours ne manquent pas de signifier que le village est «appelé à devenir un centre progressif» sur les plans commercial et industriel.⁸⁹ La mode de l'épargne et du crédit prend à ce moment énormément d'ampleur. Quatre ans plus tard (le 26 juin 1927), le mouvement Desjardins qui a fait une percée véritable dans la majeure partie des municipalités situées au nord-ouest du Lac-Saint-Jean, fonde la Caisse populaire de Saint-Félicien.⁹⁰

La Crise économique de 1929, sera particulièrement éprouvante pour la population de Saint-Félicien. Dans ces années difficiles qui affligent d'ailleurs l'ensemble des municipalités du Lac-Saint-Jean et du Saguenay, la marche vers l'urbanisation subit un temps d'arrêt. Il faudra effectivement attendre le début de la Deuxième Guerre mondiale pour que l'on puisse parler d'une reprise vraiment significative: de 1921 à 1941, la composition sociale des deux municipalités reste étonnamment stable; le village regroupe toujours 45% de la population et la paroisse 55%. Juste avant la Crise, le village et la paroisse comptaient 13 magasins généraux, six beurreries-fromageries, et la production agricole qui relevait presque exclusivement de la paroisse s'élevait à 14 630 boisseaux de blé, à 104 500 d'avoine et à 41 800 de pommes de terre. Au niveau industriel, on dénombrait à cette même époque quatre petits entrepreneurs en plus de la compagnie forestière «International Land & Lumber» qui employait environ 150 personnes. La forêt constituait donc une

Une ferme modèle à Saint-Félicien en 1915

M. Girard possède 3 lots de terre: 2 à l'est et 1 à l'ouest du chemin du rang (double). Quand son père a acheté le lot qu'il habite, ce lot était encore couvert de souches. Il a acquis plus tard les autres lots dont l'un, il y a 5 ans, alors qu'il n'y avait encore que 5 arpents de défrichés. Ce dernier est maintenant presque tout en culture. Le lot paternel valait environ \$1,300 quand il en prit possession; il estime aujourd'hui ses propriétés à \$16,000.00. Bien que la plus-value occasionnelle ait contribué à cette augmentation, celle-ci est en plus forte partie due au travail et au succès du propriétaire. Succès attesté par la grandeur des défrichements, l'état de la terre, des cultures et des bâtisses.

La bonne maison à deux étages de M. Girard est d'un style simple et économique qui n'exclut pas la propreté et le confort intérieurs. Elle est fournie d'eau, de même que les étables, par un aqueduc. Ces étables sont à peu près les meilleures des semblables déjà signalées. Elles ne semblent pas tout à fait assez ventilées ni éclairées. C'est aussi le petit défaut de leurs socurs. On y remarque un chariot à fumier roulant sur rail suspendu (carrier), des bols d'abreuvement en fonte, une par deux vaches, une chambre aux légumes, etc. Les récoltes de blé, d'avoine, de pois et de fourrage vert sont bonnes; il en est ainsi du pâturage.

Bétail: — 1 poulain, 4 chevaux de travail dont une jument ardennaise; 1 taureau ayrshyre, 17 vaches, 5 taures et 13 veaux; 16 moutons jeunes et vieux, cotswolds; 25 porcs jeunes et vieux, yorkshires et croisés; 33 poules et poulets, 20 dindes.

M. Girard est l'un des bons cultivateurs de St-Félicien, et sa prospérité le met en louable posture parmi ses concitoyens.

Référence: «Rapport du concours de mérite agricole pour l'année 1914», Documents de la Session du Québec, 1915, pp. 351-352.

excellente source de revenus pour plusieurs citoyens: les données proposées par l'*Annuaire* régional de 1927 font état de 3 entrepreneurs forestiers, de 100 sous-entrepreneurs («jobbers») et de 200 cultivateurs qui migrent vers les chantiers à chaque hiver.⁹¹ Comme autres revenus, nous pouvons mentionner également ceux de la récolte des bleuets et les activités liées à la chasse et à la pêche: strictement au niveau de la production des bleuets, pendant l'été record de 1949, plus de 70 «chars» et une trentaine de camions ont été expédiés de Saint-Félicien aux États-Unis.⁹²

En même temps qu'elle doit affronter les plus difficiles moments de la Crise, la population de Saint-Félicien subit presque coup sur coup deux incendies désastreux qui affligeront plus

spécifiquement le secteur des affaires. En effet, en moins de deux ans, l'arrondissement commercial du village accuse de lourdes pertes. D'abord le 30 octobre 1930, un peu avant minuit, au moment où la plupart des citoyens viennent à peine d'entrer dans un profond sommeil, un incendie se déclare dans la petite cité endormie. Favorisé par un fort vent automnal, le feu qui débute au «Château Saint-Félicien», se propage à des résidences commerciales situées de l'autre côté de la rue. En l'espace de quelques minutes, l'élément destructeur aura détruit l'hôtel, deux magasins et une boutique de barbier, en plus de jeter sur le pavé trois familles.⁹³ Dix-huit mois plus tard, au cours de la nuit du 2 mai 1932, un second incendie chasse 25 familles de leurs demeures. Dix-sept maisons et magasins sont détruits: le bureau de poste, les

locaux de la Banque Canadienne Nationale, les plus gros magasins et entrepôts du village en plus de plusieurs résidences privées. Les pertes se chiffrent à environ 400 000\$. Une somme astronomique pour l'époque.⁹⁴

A elles seules, ces deux conflagrations auront éliminé près de la moitié du secteur commercial du village et dans le contexte du début des années trente, la reconstruction sera lente. En 1939, le village aura repris le chemin perdu et comptera cinq magasins généraux, quatre épiceries, quatre restaurants, un magasin de fer et deux magasins de meubles; la paroisse de son côté détiendra les cinq fromageries, les trois scieries et quatre magasins.⁹⁵

La vie religieuse et scolaire, à l'époque du village

Les hauts et les bas qui ponctuent l'histoire économique du village pendant la première moitié du XXe auront une influence importante sur l'orientation sociale et même politique de la communauté. Sur le plan religieux d'abord, la paroisse aura l'occasion d'accueillir, entre 1906 et 1946, quatre curés desservants. C'est la fin de l'époque des «curés bâtisseurs», des hommes investis d'un zèle édifiant qui contribueront à donner à la société son caractère profond. Ces hommes d'Église détiennent encore une influence marquante dans leur communauté d'adoption et ils en profiteront pour mener à bon terme leur oeuvre de construction: pendant cette période, on assistera notamment à la construction de la troisième et dernière église de la paroisse ainsi qu'à la réorganisation presque complète du système scolaire, lequel, en dépit des efforts soutenus, avait toujours eu de la peine à prendre son véritable envol.

L'abbé Joseph-Almas Larouche, premier de la lignée, occupera la cure sur une brève période: treize mois seulement. Originaire de Saint-Dominique de Jonquière, il avait fait ses études théologiques au Grand Séminaire de Chicoutimi et avait été ordonné prêtre par Mgr Bégin, le 6 octobre 1889. Nommé curé lors de la fondation de la paroisse de Saint-Bruno (1891) et s'occupant simultanément de la mission qui portera son nom (Larouche), il sera en charge de la paroisse de Saint-Félicien de septembre 1906 à octobre 1907.⁹⁶



M. l'abbé François-Xavier Belley, qui fut missionnaire (de 1880-1883) et curé (de 1907-1913) à Saint-Félicien.

Photo: Archives nationales du Québec, fonds SHS.

Pendant son bref séjour au nord du Lac-Saint-Jean, l'abbé Larouche aura le temps d'assister les Soeurs du Bon-Conseil, lors de la fondation du premier Couvent de Saint-Félicien, qui ouvre ses portes à l'automne 1907. Pendant plusieurs années et jusqu'au début des années soixante, c'est cette congrégation qui aura la charge de l'institution confessionnelle féminine.⁹⁷ En

1931, les Révérendes Soeurs fonderont l'École Ménagère, une autre institution qui aura comme mission de préparer les futures mères de familles à leurs tâches domestiques: en plus d'apprendre à tenir maison, à préparer les repas et à faire les conserves, les jeunes filles apprendront la couture, le reprisage, le tissage, le tricot, le brodage: *«Ce qui frappe le plus — nous dit-on dans une édition du journal Le Colon — c'est le tissage de la laine sur le métier domestique. Cette industrie qui a disparu dans plusieurs de nos foyers n'est pas oisif dans l'École Ménagère de St-Félicien où l'on fabrique des étoffes importées et combien plus confortables.»*⁹⁸

Le curé Larouche sera remplacé par l'abbé François-Xavier Belley, un fils d'une humble famille terrienne de Saint-Alexis de Grande-Baie. Après avoir effectué ses études théologiques au Grand Séminaire de Québec, il avait été ordonné prêtre le 22 mai 1875 à la basilique de l'endroit, par l'archevêque Mgr Elzéar-Alexandre Taschereau. De 1880 à 1883, alors qu'il occupait la cure de la jeune paroisse de Saint-Prime, l'évêque du tout nouveau diocèse de Chicoutimi lui confiait la mission de Rivière-à-l'Ours. Lorsqu'il prendra la direction de la paroisse de Saint-Félicien, trente ans plus tard, il sera donc en pays de connaissance et pourra ainsi entrer de plein fouet dans l'exercice de sa profession.⁹⁹

Fidèle à sa promesse de travailler à «faire l'Oeuvre de Dieu», l'abbé Belley dirigera avec coeur les destinées spirituelles de sa paroisse, laquelle lui démontrera elle aussi un attachement réciproque. La lecture des Cahiers d'annonces et des Rapports annuels de paroisse fait état de son acharnement à combattre l'ivrognerie, les soirées de danse qui étaient formellement interdites par l'Église régionale, et dénonçait avec virulence pendant

ses sermons tous les désordres qui en découlaient.¹⁰⁰

Jusqu'en 1912, sa cure sera relativement calme. En dehors de la bénédiction de la cloche du couvent des Soeurs du Bon-Conseil (1908) et de l'agrandissement du cimetière (1911), rien ne vient perturber la vie paroissiale. A l'automne 1912 cependant, le climat change et les événements se succèdent. Des problèmes de santé l'obligent d'abord à faire un bref séjour à l'Hôtel-Dieu de Québec: il sera absent de la paroisse du 4 au 31



Troisième église de Saint-Félicien, dont la bénédiction remonte à l'année 1916.

Photo: Russel Bouchard, 1989.

novembre. Nullement rendu au bout de ses peines après ce voyage forcé, le 26 décembre, le feu détruit complètement l'église et la sacristie, laissant indemne uniquement le vieux presbytère. Au printemps 1913, pour pallier au plus pressant, les paroissiens construisent une chapelle de fortune et mettent en branle un plan de construction pour une église toute neuve. Mais avant même que le chantier de construction ne soit entrepris, l'évêque le soulagera de cette tâche pénible et le nommera à la cure de la paroisse de Baie-Saint-Paul.¹⁰¹

C'est à l'abbé Jean-François-Régis Gauthier qu'incombera la difficile responsabilité de la reconstruction. Ordonné prêtre par Mgr Bégin, le 20 septembre 1890, l'abbé Gauthier est âgé de cinquante ans au moment de son affectation à Saint-Félicien. Lui qui vient tout juste de terminer la construction de l'église de Petit-Saguenay, il est donc l'homme tout indiqué pour s'affairer à la tâche qui l'attend dans le Haut du Lac. Dès son arrivée, le nouveau curé fait effectuer les plans et demande des soumissions publiques: M. J.-P. Ouellet est choisi comme architecte, M. Edmond Tremblay s'occupera de la charpenterie et de la maçonnerie et M. Joseph Villeneuve recevra le contrat de la menuiserie. Les travaux de construction perdureront pendant plus de trois ans. L'église de style gothique et construite en granit rouge extrait localement, mesurera 68 mètres de longueur et 26 mètres de largeur, et le clocher s'élèvera jusqu'à 55 mètres. Le curé Gauthier célébrera la première messe le 7 mai 1916, avant même que les cloches ne soient installées: c'est l'évêque du diocèse qui reviendra les bénir, en décembre.¹⁰²

Le travail de construction étant terminé l'abbé Gauthier rendra l'âme le 3 octobre 1917, dans son presbytère de Saint-Félicien. Il sera remplacé immédiatement par l'abbé

Simon Bluteau, un prélat extraordinaire qui deviendra une des plus brillantes figures de l'histoire paroissiale.

Né à Saint-Alphone de Bagotville, le 15 juin 1873, et ordonné prêtre en 1901 dans l'église paroissiale qui l'a vu naître, rien ne laissait présager chez lui qu'il aurait à s'occuper d'une des plus importantes paroisses du Lac-Saint-Jean; son expérience de curé s'étant limitée à la paroisse de Saint-Louis de Chambord, de 1914 à 1917.

L'abbé Bluteau arrive en train à Saint-Félicien le 3 décembre 1917, lors du voyage inaugural du tronçon de chemin de fer reliant sa nouvelle paroisse d'adoption à la ville de Roberval. Il occupera ce poste jusqu'en 1953 et sera en mesure de participer activement à l'édification de la «ville», en 1946: parmi ses réalisations, on peut citer entre autres le détachement de la municipalité scolaire du village (1922), l'implantation des Frères Maristes et l'ouverture d'un collège pour garçons (1926), l'organisation d'une Caisse populaire (1927), la fondation de la Société de Colonisation (1929), la construction du Parc du Sacré-Coeur (de 1929 à 1932), et bien d'autres... En 1936-37, sans doute l'une des années les plus mouvementées de sa carrière, il s'oppose vivement à la création d'une nouvelle paroisse dans la partie agricole de Saint-Félicien, et réussit ainsi à colmater une division au sein de la communauté.¹⁰³

PARTIE III

La ville de Saint-Félicien: 1946-1990

L'expansion urbaine

La prospérité économique engendrée par la Deuxième Grande guerre, sur l'ensemble des municipalités de la Sagamie, aura également un effet bénéfique sur les deux localités jumelles de Saint-Félicien. L'agriculture régionale était entrée dans une phase de modernisation fort prometteuse, et l'essor de l'industrie du papier avait permis d'apprécier les immenses réservoirs forestiers de la région de la Chibougamau, donnant évidemment encore plus d'importance aux municipalités concernées. La conjoncture ne pouvait être plus favorable. Malgré l'éloignement et la faiblesse des communications, les travaux de construction mis de l'avant par la Compagnie Alcan aux Passes-Dangereuses, pourtant si éloignés, avaient eu des répercussions jusqu'à Saint-Félicien: dès 1942, l'entrepreneur félicinois Émile Hamel, effectuait la navette entre le Lac-Saint-Jean et la tête de la rivière Péribonca, et consolidait ainsi son entreprise.

Nous avons vu précédemment que sur le plan démographique, les années 1921 à 1941 restent étonnamment stables. De 1941 à 1951 cependant, le panorama urbain entre à nouveau dans une phase de développement perceptible: de 45% qu'elle était en 1941, la population du village passe à 54%, en 1951, et ceci nous indique bien l'importance du phénomène d'urbanisation. Au début de 1946, le village compte désormais 2 066

âmes et peut ainsi demander au gouvernement une révision de son statut municipal. Conformément à une résolution adoptée lors de sa session régulière du 2 juillet 1946, les élus présentent donc une requête en ce sens et demandent au Lieutenant-gouverneur en conseil que «*la dite municipalité du village de St-Félicien soit érigée [...] en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.*»¹⁰⁴

Répondant aux demandes des citoyens, le 15 octobre 1946, le gouvernement du Québec érige officiellement la «municipalité du village de Saint-Félicien» en «municipalité de ville». La nouvelle «ville» comprendra un territoire qui s'étendra en partie dans les cantons Ashuapmushuan et Demeules et longera la rive sud de la rivière Ashuapmushuan, soit sensiblement les mêmes limites que celles du «village». La municipalité aura six quartiers et le conseil —qui tiendra sa première réunion dans la salle publique le 11 décembre 1946— sera composé d'un maire et de six échevins.¹⁰⁵

Au cours des années qui suivent la création de la ville, la population du secteur rural ne cesse de décroître au profit de celle du secteur urbain: de 46% qu'elle était en 1951, la proportion de la population rurale dégringole à 30% en 1966. En chiffres absolus, de 1961 à 1971, la population de la paroisse baisse même de 2 383 à 2 150, une décroissance de près de 10%. Dans cette



Le parc Sacré-Coeur, à Saint-Félicien, construit par le curé Bluteau, en 1929.
Photo: Russel Bouchard, 1989.

perspective, les limites territoriales de la ville —qui ont été inchangées depuis l'érection du village en 1906— deviennent vite insuffisantes et la situation ne pourra être corrigée que par le biais d'annexions: en 1955 et en 1966, en attendant de trouver une solution plus définitive, le gouvernement provincial accepte d'annexer à la ville, une portion des rangs I et II du canton Demeules,

lesquels faisaient partie de la paroisse municipale.¹⁰⁶

Ce phénomène d'urbanisation, bien qu'il soit tout récent, n'est pas unique à cette seule localité. Débutant en gros avec la construction des grands barrages et avec l'implantation de la grande industrie, cette transformation qui avait touché plusieurs localités du Lac-Saint-

Saint-Félicien devient ville

Par un Arrêté-en-Conseil, signé par Son Hon. le Lieutenant-Gouverneur, en date du 15 octobre 1946, la municipalité du Village de Saint-Félicien, comté de Roberval, devient municipalité de ville, sous l'empire de la loi des cités et villes de la province de Québec.

On se rappelle que cette pétition de la municipalité du village de Saint-Félicien au gouvernement provincial avait été faite sous forme d'une résolution adoptée par le conseil de la susdite municipalité, en date du 2 juillet 1946. Le conseil municipal sera composé d'un maire et de six échevins.

La nouvelle ville est située, comme on le sait, à dix-huit milles à l'ouest de Roberval, sur la route régionale qui conduit à Dolbeau.

La ville de Roberval est heureuse de souhaiter à sa nouvelle «sœur» toute la prospérité et le succès possibles. Ces deux facteurs si essentiels au bonheur des peuples ne lui feront certainement pas défaut, car elle débute sous les meilleurs augures.

Notre journal se fait aussi l'écho de tous ses lecteurs pour exprimer des souhaits à Son Hon. le Maire et à MM. les échevins de la cité naissante, de même qu'à tous les nouveaux citadins.

Référence: *L'Étoile du Lac*, 31 octobre 1946.

Jean et du Saguenay, devait prendre fin au début des années soixante-dix. A cette époque, la plupart des municipalités de la région se préparent à vivre une période de bouleversements importants. Dans le Haut-Saguenay plus particulièrement, les entités constituantes sont lancées dans un vaste projet de regroupements et cette véritable

révolution municipale aboutira, en 1976, avec la création des villes fusionnées de Jonquière, Chicoutimi et La Baie. Le dossier prendra environ cinq ans à se compléter puis, à se concrétiser: de 1971 à 1976.

Au Lac-Saint-Jean, après la fusion précoce de la ville d'Alma, ce sont les villes de Saint-Jérôme et de Saint-Félicien qui seront la cible des réformateurs. A Saint-Félicien plus particulièrement, le dossier aboutit le 8 décembre 1976, lorsque le Conseil exécutif décrète la fusion des municipalités de la paroisse et de la ville.¹⁰⁷ Depuis les cinq dernières années, la population totale qui se chiffre maintenant à 9 058 âmes, s'est accrue de 20%.

Une économie en constante progression

A l'aube des années cinquante, la ville de Saint-Félicien a bien changé. Sur le plan des services, aux nombreux commerces et boutiques de type artisanal déjà existants à l'époque du village, se sont ajoutés des commerces d'un type nouveau qui contribuent à rajeunir le profil urbain; à titre d'exemple, maintenant que l'automobile a supplanté définitivement le cheval sur les routes du Lac-Saint-Jean, une dizaine de garages desservis par des mécaniciens ont ainsi pris la place des forgerons, cette classe d'artisans jadis si précieuse. Hôtels et maisons de chambres, salons de barbiers et de coiffures, boulangeries-pâtisseries, quincailleries, studios de photographes, magasins de meubles et d'instruments aratoires se sont ainsi alignés le long de la rue principale, et alimentent l'ensemble des activités du secteur tertiaire. Du côté industriel, la ville compte trois scieries et la paroisse plusieurs autres, une manufacture de canots et deux de portes et fenêtres. Enfin,

sur le plan de la santé, trois médecins et un dentiste ont désormais pignon sur rue.¹⁰⁸

L'agriculture se porte également très bien. Depuis 1925, les cultivateurs d'un peu partout à travers le Saguenay—Lac-Saint-Jean ont intégré les rangs de l'UCC. La «Coopérative Lac-Saint-Jean Nord» (dont le siège social était situé à Saint-Félicien et qui regroupait encore dans les années trente, plusieurs agriculteurs des paroisses environnantes) qui devient la Coopérative Agricole de Saint-Félicien, voit son chiffre d'affaires grimper de 125 000\$ en 1937, à 516 000\$ en 1952, et à 723 000\$ en 1969: parmi les services et les équipements qu'elle dispose, on peut citer l'entrepôt, l'épicerie, la meunerie et le poste de classement.¹⁰⁹

En 1966, les deux municipalités de la ville et de la paroisse décident de municipaliser le Commissariat industriel local. Fondé au mois de février 1961 par l'homme d'affaires Pascal Savard, cet organisme avait déjà prouvé son efficacité car il avait été à l'origine de l'implantation de l'usine de bleuets Coblick, de l'implantation de la Banque royale et de la fondation d'un journal hebdomadaire. Mais c'est sur le plan industriel, et particulièrement dans le secteur forestier, que le développement économique et l'action du Commissariat industriel se feront surtout sentir; l'objectif ultime qu'il s'est fixé au moment de la municipalisation, est d'attirer sur son territoire une usine de pâtes et papier. Aux yeux des dirigeants, le défi est énorme mais non irréalisable.¹¹⁰

Les initiateurs de la municipalisation du Commissariat industriel ont d'ailleurs le vent dans les voiles. Depuis quelques mois, l'entreprise Kruger Pulp Limitée signifiait ouvertement sa volonté d'implanter une usine de pâtes et papier gigantesque dans les limites du territoire de Saint-Félicien.¹¹¹ Advenant sa

réalisation, le complexe de la Kruger est sensé prendre forme dès le début du printemps 1966 et devrait totaliser des investissements de l'ordre de 75\$ millions.¹¹² Ce projet restera cependant un projet mort-né et les plans de l'usine ne quitteront pas les planches à dessin des architectes, car les négociations entre la Compagnie, le gouvernement provincial et l'UCC du Saguenay feront avorter le dossier. A l'été 1971, le cas de La Kruger n'est toujours pas réglé; il semble que la baisse de la demande dans le secteur des pâtes et papier, les pressions politiques opérées par le lobby du bois —qui tentait désespérément de freiner la croissance de ce compétiteur étranger— et surtout la mauvaise foi de la Compagnie Kruger, aient eu une influence déterminante sur l'issue du projet.

En 1974, les citoyens de Saint-Félicien ne perdent pas espoir. Même si l'industrie du bois de sciage traverse une crise difficile, plusieurs tentent de renverser la vapeur en ravivant l'idée d'implantation d'une usine de pâtes et papier sur le territoire. A la faveur de cette conjoncture, la Compagnie Donohue effectue une percée; elle commence par acquérir plusieurs petites usines du nord du Lac —qui avaient été touchées par la crise— et informe finalement la population de son intention d'implanter une usine de pâtes et papier à Saint-Félicien. Au début de l'année 1977, la majorité des industries de sciage du Haut du Lac lui appartient, de même qu'une scierie située dans le parc Chibougamau.¹¹³ Étant désormais en position de force pour obtenir d'importantes concessions forestières dans les territoires qui longent la rivière du Chef, au printemps 1977 la construction de l'usine va bon train et emploie 750 personnes:¹¹⁴ au mois de juin 1979, après seulement huit mois de rodage, les moteurs tournent à pleine capacité.



Une partie de la ville de Saint-Félicien, vue à partir du côté nord de la rivière Ashuapmushuan.
Photo: Russel Bouchard, 1989.

Les activités économiques importantes qu'elle générera permettront donc à Saint-Félicien de prendre les devants et inciteront les industries Kruger et Domtar à investir à l'intérieur du territoire municipal. En 1982, à la faveur d'une crise économique qui afflige l'ensemble du monde industrialisé, la Compagnie Donohue met un terme à son expansion dans le nord-ouest du Lac-Saint-Jean en acquérant, de la Chaîne Coopérative du Saguenay, toutes les installations du Chantier coopératif de Notre-Dame de La Doré.

Le Jardin Zoologique et l'industrie touristique

L'implantation de la Compagnie Donohue à Saint-Félicien n'avait pas été l'unique projet d'envergure qui avait monopolisé l'attention de la population régionale. Certes, la prise de

contrôle du secteur forestier dans cette partie du Lac donnait à Saint-Félicien une nouvelle importance sur l'échiquier régional. Sur un plan plus général cependant, le dynamisme des agents économiques locaux commençait aussi à se manifester de façon insistante dans le secteur touristique.

En effet, si nous revenons au début des années soixante, alors que des citoyens se préparaient à fonder le Commissariat industriel local, un autre groupe de félicinois déterminés, ayant à leur tête le promoteur Ghislain Gagnon, entreprenait des démarches en vue d'opérer un zoo miniature dans une renardière désaffectée: le premier «Comité du Zoo» comprenait, lors de sa fondation au printemps 1960, MM. Ghislain Gagnon (président), Alexandre Tremblay (vice-président) et Jean-Marie Gagnon (secrétaire-trésorier); les autres postes de direction étaient occupés par MM. Jean-Paul

Tremblay, Marcel Lefebvre, Marcel Hudon et Yvon Castonguay. Dans les mois qui suivirent le lancement, des personnalités bien connues du monde des affaires et de la politique régionale s'ajoutèrent au groupe: MM. Alfred Hamel, Maurice Lamontagne et Pascal Savard.¹¹⁵

Après l'essai encourageant de l'été 1960, le premier défi qu'eut à surmonter la jeune équipe, était de trouver un site adéquat pour aménager en permanence le parc d'animaux. Une reconnaissance des lieux les amena à arrêter leur choix sur l'Île-aux-Bernard, un site naturel exceptionnel possédant une végétation luxuriante et de nombreux cours d'eau, un lieu de prédilection qui détenait de surcroît l'ultime qualité d'être facilement accessible. A la fin de l'été 1961, le Zoo de Saint-Félicien prenait forme officiellement et devenait, en l'espace de quelques mois, l'une des principales attractions touristiques de la région. Le 6 février 1962, la Société Zoologique faisait l'acquisition de l'Île-aux-Bernard et d'un terrain d'une superficie de 52 acres qui était la propriété de la Compagnie Gagnon de Saint-Félicien. Dans les mois qui suivirent cette acquisition, la municipalité devint propriétaire de la majorité de ces terrains et fit entreprendre des travaux d'aménagement. A la fin de l'été 1963, le Zoo avait accueilli 225 000 visiteurs. En plus des importantes retombées économiques que cela signifiait pour la population de Saint-Félicien, les promoteurs venaient de lancer le premier jalon d'importance de l'industrie touristique régionale.

En l'espace de cinq ans seulement, le dernier-né des jardins zoologiques du Québec, se méritait la première place pour sa qualité et sa beauté. Voulant sortir des sentiers battus, le président-fondateur mis de l'avant son projet d'innover sur le plan conceptuel: dorénavant, certains animaux

vivront dans un état de semi-liberté et n'auront plus de cage. Sur une certaine portion du territoire, la vie sauvage pouvait être reconstituée sans que les habitats de chacune des espèces deviennent artificiels. En Amérique du Nord, l'idée était totalement nouvelle et venait bouleverser complètement la tradition des jardins zoologiques: «*les hommes en cage et les animaux en liberté*» devenait donc en elle-même une idée suffisamment originale pour attirer des milliers de touristes sensibilisés à l'amélioration des conditions de vie des animaux dans les zoos. Dans le nouveau Parc des Sentiers de la Nature, les convois de visiteurs circuleront sans bruit, à travers un sentier long de 4,5 kilomètres d'où se promènent en toute quiétude, bisons, orignaux, ours noirs, chèvres de montagnes, etc...

Aujourd'hui, le Jardin Zoologique de Saint-Félicien va de l'avant et constitue incontestablement le fleuron de l'industrie touristique régionale. Avec le projet futuriste de l'Université de la Nature et avec l'aménagement du Parc-Univers-Nature, ce zoo est appelé, d'ici 1995, à tripler sa superficie et canaliser pour plus de 20\$ millions d'investissements. C'est en partie grâce à sa réalisation, si l'industrie touristique régionale a pu prendre son véritable essor. En 1989, le Jardin Zoologique de Saint-Félicien constitue toujours l'une des plus grandes attractions touristiques du Saguenay, voire même du Québec. Jouissant d'une crédibilité incontestable, c'est à cet organisme que le ministère québécois des Loisirs de la Chasse et de la Pêche vient de confier la tâche importante de promouvoir la conservation des espèces; notamment le sauvetage du carcajou, une espèce animale en voie de disparition.

RÉFÉRENCES CITÉES

1. C. E. Deschamps, *Municipalités et paroisses dans la province de Québec*, Québec, Léger Brousseau, 1896, p. 154.
2. P.-G. Roy, *Les noms géographiques de la Province de Québec*, Lévis, 1906, p. 41; Johanne Laberge et col., *Itinéraire toponymique du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Gouvernement du Québec, Commission de toponymie, 1983, p. 16.
3. R. Simard et M. Brunette, *Reconnaissance archéologique au poste d'Ashuapmushuan (1977)*, Études amérindiennes, UQAC, Chicoutimi, 1977; R. Simard, *Poste de traite d'Ashuapmushuan, dossier de recherche*, Chicoutimi, 1979.
4. Marcel Laliberté, «*Sur la piste des Takouamis*», *Saguenayensia*, vol. 29, no 4, octobre-décembre 1987, pp. 4-9.
5. *Relations des Jésuites*, Éditions du Jour, 1643, p. 38.
6. «*Journal du voyage que Joseph Normandin a fait dans le domaine du Roy en Canada depuis le poste de Chicoutimi jusqu'aux limites de la hauteur des terres en 1732*», ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 58, p. 153. Pour le microfilm de l'original, se référer à APC, Fonds Joseph-Laurent Normandin, *Journal 1732*, P.0195-1, loc 3A03-203A.
7. Russel Bouchard, «*La création de la «Traite de Tadoussac»: autour de l'Arrêt du 2 mars 1652*», *Saguenayensia*, vol. 30, no 4, octobre-décembre 1988, pp. 5-14.
8. *Relations des Jésuites*, *op. cit.*, 1661, pp. 13-21.
9. *Ibid.*, 1658, pp. 19-21.
10. Mgr Victor Tremblay, «*L'ancienne route du Nord*», *Saguenayensia*, vol. 1 no 2, mars-avril 1959, pp. 6-7; Michelle Guitard, *Chamouchouane au coeur de la compétition*, Municipalité de Saint-Félicien et ministère des Affaires culturelles, 1987.
11. J.-P. Simard, «*Dossier historique*», dans R. Simard, *Le poste de traite d'Ashuapmouchouan*, 1979, p. 16.
12. Léonidas Larouche, *Second Registre de Tadoussac*, p. 57.
13. *Relations des Jésuites*, Thwaites, vol. 49, pp. 113-114.
14. J.-P. Simard, *op. cit.*, pp. 21-22; Robert Simard, *Les postes de traite Français au Saguenay*, Communication présentée lors du Colloque Peabody Museum of Archaeology and Ethnology, 1979, pp. 9-13.
15. Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, C-21; voir aussi, Russel Bouchard, *Le Pays du Lac-Saint-Jean*, 1988, 2e édition, p. 93.
16. Rossel Vien, *Histoire de Roberval, coeur du Lac-Saint-Jean, 1855-1955*, SHS, no 15, 1955, pp. 25-28.
17. R. Bouchard, *Le Pays...*, *op. cit.*, p. 96.
18. Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, A-55, «*Journal de l'arpentage des townships Ashuapmushuan et Demeules, 1862*».
19. *Description des cantons arpentés et des territoires explorés de la province de Québec*, Publication de la Législature, Québec, 1889, pp. 120-121.
20. Mgr Victor Tremblay, *Histoire du Saguenay depuis les origines jusqu'à 1870*, 1968, pp. 373-380; Les trente aînées de nos localités, 1968, pp. 212-213; Guy-Marc Fournier, *Au pied de la Côte du Cran*, 1983, pp. 11-15.
21. ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 8, pièce 25 (ancienne cote).
22. V. Tremblay, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 375; Elzéar Lachance, «*Mémoire d'un ancien*», *Saguenayensia*, vol. 7, no 5, septembre-octobre 1965, p. 98.
23. *Ibid.*, p. 98.
24. *Le Canadien*, 6 septembre 1869.
25. «*Notes sur Saint-Félicien*, par Mme Ernest Savard, 1934», ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 8 pièce 1 (ancienne cote). Aussi, Mgr Marius Paré, *L'Église au diocèse de Chicoutimi, (1888-1892)*, t. II, Chicoutimi, 1987, pp. 232-233.
26. Plusieurs textes relatent l'événement du Grand Feu. Se référer à R. Bouchard, *Histoire de Chicoutimi-Nord*, vol. 1, pp. 70-73; Maurice Girard, «*Le Grand Feu de 1870*», *Saguenayensia*, mars-avril 1970, pp. 30-35; Pierre Saint-Aubin, «*Le Grand Feu*», *Annuaire statistique*, Chicoutimi, 1922, pp. 173-176; *Le Progrès du Saguenay*, 17 octobre 1928.
27. ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, «*Mémoire de Mgr Eugène Lapointe*, p. 17.
28. V. Tremblay, *Histoire du Saguenay...*, *op. cit.*, 1968, p. 433.
29. «*Elzéar Lachance, Mémoire d'un ancien*», *op. cit.*, p. 99.
30. ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 8, pièce 2, (ancienne cote), «*Simon Bluteau, La paroisse de Saint-Félicien*», p. 2.
31. Archives de l'Évêché de Chicoutimi, (AEC), série 4, cote 4, vol. 1, pièce 1-E, «*Rapport du Grand Vicaire Racine à l'Archevêque de Québec*», 25 juillet 1870; *Ibid.*, pièce 1-F, rapport du 7 août 1871; Mgr M. Paré, *L'Église...*, *op. cit.*, II, p. 233.
32. AEC, série 7, pièce 30, cote 9, vol. 1, «*Rapports de Mission de Saint-Félicien*».
33. *Ibid.*
34. AEC, série 4, cote 4, vol. 1, pièce 1, «*Rapport sur les missions du Saguenay, août 1872*»; Pierre Côté, *Saint-Félicien, son histoire religieuse*, 1984, pp. 13-15.
35. Simon Bluteau, *op. cit.*

36. AEC, série XVII, paroisse 30, cote 9, vol. 1, pièce 7, «Rapport annuel de la mission de Saint-Félicien, 1881-1882».
37. Arthur Buies, *Le Saguenay et le bassin du Lac Saint-Jean*, Québec, 1896, pp. 239-243; *Le Saguenay et le Lac St. Jean, ressources et avantages qu'ils offrent aux colons et aux capitalistes*, Ottawa, 1979, p. 30.
38. C.E. Deschamps, *Municipalités...*, op. cit., 1896, p. 154.
39. AEC, «Racine à Leclerc», 15 septembre 1882; «Procès-verbal de l'abbé Leclerc», 5 octobre 1882.
40. Mgr M. Paré, *L'Église...*, op. cit., II, pp. 234-235; P.-L. Côté, *Saint-Félicien...*, op. cit., pp. 32-33.
41. Hormisdas Magnan, *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*, Arthabaska, 1925, p. 361.
42. *Ibid.*; AEC, série XVII, paroisse 30, cote 9, vol. 1, pièce 9, «Rapport annuel de la mission de Saint-Félicien, 1883-1884»; *La Vérité de Québec*, 23 février 1884, «Bénédiction de l'église Saint-Félicien au Lac Saint Jean».
43. AEC, série XVII, paroisse 30, cote 3, vol. 5; C.E. Deschamps, op. cit., 1886, p. 739.
44. *Dans l'histoire... des femmes aussi... au Saguenay—Lac-St-Jean*, Éditions Science Moderne, Chicoutimi, vol. 1, p. 39.
45. ANQC, Mémoires de vieillards, no 392.
46. *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, 1870-1871*, p. 30.
47. *DSQ*, 1874, p. 126, «Rapport du Ministre de l'Instruction publique, pour l'année 1872-1873».
48. *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, 1873-1874*, pp. 49-50.
49. *Gazette Officielle de Québec*, 1877, p. 356.
50. *DSQ*, 1877, «Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec», 1876-1877, p. 232.
51. AEC, série XVII, paroisse 30, cote 9, vol. 1, pièce 6, «Rapport annuel de la mission de St-Félicien, 1er janvier 1881».
52. *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec, 1900-1901*.
53. *Histoire de Saint-Félicien...*, op. cit., p. 19.
54. Deschamps, op. cit., 1896, pp. 187-188, 191.
55. A. Buies, *Le Saguenay...*, op. cit., pp. 135-136; R. Bouchard, *Le Pays du Lac-Saint-Jean*, op. cit., p. 100.
56. *Ibid.*, pp. 118-121; *Le Progrès du Saguenay*, 16 février 1888, «La navigation sur le lac St-Jean».
57. R. Bouchard, *La Doré: aux confins de l'arrière-pays*, SHS, Histoire des Municipalités, no 7, pp. 7-9.
58. S. Bluteau, op. cit.
59. 18 Victoria, Chapitre 100.
60. «Acte concernant les Municipalités et les Chemins dans le Bas Canada», *Statuts refondus pour le Bas Canada*, 1861, pp. 192-193. Voir aussi, Roger Bussière, *Le régime municipal de la province de Québec*, Ministère des Affaires Municipales, Québec, 1964; Julien Drapeau, *Histoire du régime municipale au Québec*, Ministère des Affaires Municipales, 1967.
61. Gouvernement du Québec, Service de l'Arpentage, «Plan du Village de St. Félicien d'après le surintendant spécial», F-14.
62. *Ibid.*; *Gazette Officielle du Québec*, vol. 37, p. 1113.
63. Gouvernement du Québec, Service de l'Arpentage, F-15; Archives de l'Évêché de Chicoutimi, Registres, série B; Actes, vol. II (1900-1964), pp. 203-204.
64. R. Bouchard et N. Perron, *Chicoutimi...*, op. cit., p. 42; R. Bouchard, *Histoire de Chicoutimi-Nord*, 1985, I, pp. 121-124.
65. R. Vien, *Roberval...*, op. cit., pp. 209-210.
66. Archives de la ville de Saint-Félicien, *Livre des délibérations du village*, procès-verbal du 7 mai 1906.
67. *Ibid.*, procès-verbaux du 4 juin 1906, 14 sept. 1906, 12 nov. 1906, 7 janv. 1907, 11 mars 1907, 15 mars 1907, 20 mars 1907, 26 mars 1907, 8 avril 1907.
68. Gérard Blouin, «Historique de l'aqueduc de la ville de Saint-Félicien», document non publié, sans date. Voir aussi «Règlement de la Municipalité du Village de St-Félicien», ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 8, pièce 7, (ancienne cote).
69. *Ibid.*
70. R. Bouchard, *Le Pays...*, op. cit., pp. 165-166.
71. *Le Lac-St-Jean*, 9 août 1906, p. 1; cette automobile, la première à faire son entrée au Lac-Saint-Jean, avait été achetée tout récemment par l'Hôtel Roberval pour les pensionnaires.
72. R. Vien, *Roberval...*, op. cit., pp. 295-296.
73. Ici, Dubuc nourrit des idées à propos de la pulperie de Péribonka et nous pouvons déceler là une partie de l'envergure de l'Homme. «Bel avenir pour notre région», *L'Écho paroissial du Sacré-Coeur*, Chicoutimi, janvier 1912, p. 193.
74. *Le Roberval & Saguenay Railway Company*, historique assez complet se rapportant à cette compagnie, publié dans *Le Lingot*, 30 janvier 1948, p. 5.
75. *Le Progrès du Saguenay*, 22 novembre 1917.
76. R. Vien, *Roberval...*, op. cit., p. 296; *Histoire de Saint-Félicien*, op. cit., p. 20.
77. «Délégation du Lac-St-Jean», *Le Colon*, 17 janvier 1924.
78. «Mémoire de la Chambre de Commerce du Lac St-Jean en rapport avec cette question du chemin de fer», *Le Colon*, 20 novembre 1904.
79. «Notre chemin de fer de ceinture», *Le Colon*, 2 avril 1925; «Le chemin de fer St-Félicien Mistassini se construira cet hiver», *Le Colon*, 3 mars 1927.
80. *Le Colon*, 18 août 1927.

81. Archives de la Municipalité de La Doré», Livre des Procès-verbaux.
82. «La route Chibougamau par le Lac-Saint-Jean, est accordée par le Gouvernement», *Le Colon*, 15 octobre 1936.
83. Chambre de Commerce de Roberval, «Mémoire relativement au parachèvement du chemin Chibougamau», 1941.
84. «Vers Chibougamau», *Dolbeau-Journal*, 22 mars 1947.
85. Robert-Michel Lapierre, «Alfred Hamel, président, Hamel Transport Limitée, Saint-Félicien», *Commerce*, août 1968, pp. 37-42.
86. *Ibid.*, p. 38.
87. Recensements du Canada.
88. *Annuaire des comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean*, Le Progrès du Saguenay, 1923, pp. 228.
89. *Le Colon*, 8 novembre 1923.
90. *Le Colon*, 28 mars 1929.
91. *Annuaire des comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean*, Le Progrès du Saguenay, 1927, p. 294.
92. *Le Soleil*, Québec, 5 mars 1950, p. 9.
93. *Le Colon*, 6 novembre 1930.
94. *Le Colon*, 5 mai 1932.
95. *Annuaire des comtés Chicoutimi et Lac-St-Jean*, 1939, pp. 233, 237.
96. André Simard, *Les évêques et les prêtres séculiers au diocèse de Chicoutimi (1878-1968)*, Chicoutimi, 1969, pp. 112-113.
97. *Le Colon*, 23 octobre 1930.
98. *Le Colon*, 27 avril 1933; *Ibid.*, 6 juillet 1933.
99. A. Simard, *Les évêques...*, *op. cit.*, p. 77.
100. P.-L. Côté, *Saint-Félicien...*, *op. cit.*, pp. 85-87.
101. Archives de la paroisse de Saint-Félicien, *Cahiers d'annonces*, 28 sept. 1913; Côté, *op. cit.*, pp. 87-92.
102. *Ibid.*, pp. 93-103.
103. S. Bluteau, «La paroisse...», *op. cit.*, p. 12; *Le Colon*, 13 mars 1926; P.-L. Côté, *Saint-Félicien*, *op. cit.*, pp. 105-140.
104. *Gazette Officielle de Québec*, tome 78, no 43, pp. 2884-2885.
105. *L'Étoile du Lac*, 31 octobre 1946; *Le Colon*, 25 juillet 1946.
106. *Gazette Officielle de Québec*, vol. 87, no 37, p. 2795; *Ibid.*, vol. 98, no 11, pp. 1757-1758.
107. *Gazette Officielle de Québec*, 1976, pp. 9573-9575.
108. «Saint-Félicien, comté de Roberval», *Le Soleil*, 5 mars 1950, p. 9.
109. *Le Progrès du Saguenay*, 28 avril 1938; *Le Lac-Saint-Jean*, (20 mars 1952), (20 mars 1952), (12 mars 1953), (12 avril 1956), (20 avril 1969).
110. *Progrès-Dimanche*, (20 mars 1966, p. 4), (18 septembre 1966, p. 12), (22 janvier 1967, p. 4).
111. *Le Soleil*, 14 janvier 1966, «Supplément»; *Progrès-Dimanche*, 30 janvier 1966, p. 6.
112. *Progrès-Dimanche*, 13 février 1966, p. 7.
113. *Progrès-Dimanche*, 2 janvier 1977, p. 66.
114. *Progrès-Dimanche*, 18 septembre 1977, p. 21.
115. *Le Zoo noire fierté, 25e anniversaire (1960-1985)*, *L'Étoile du Lac*, juillet 85.

Lectures complémentaires suggérées

- Bouchard, Russel, *Le Pays du Lac-Saint-Jean, esquisse historique de la colonisation*, Chicoutimi, 1988.
- Bouchard, Russel, *Val-Jalbert: un village-usine au royaume de la pulpe*, Société historique du Saguenay, Histoire des Municipalités, no 2, 1986.
- Bouchard, Russel, *La Doré: aux confins de l'arrière-pays*, Société historique du Saguenay, Histoire des Municipalités, no 7, 1989.
- Côté, L.-Pierre, *Saint-Félicien, son histoire religieuse*, Fabrique de Saint-Félicien, Imprimerie du Lac-Saint-Jean, 1984.
- Fournier, Guy-Marc, *Au pied de la Côte du Cran, Récit historique*, Municipalité de Saint-Prime, Imprimerie Le Lac-Saint-Jean, 1983.
- *Histoire de St-Félicien, 1865-1965*, Comité de l'Histoire, Commission du Centenaire, Granger Limitée, Saint-Félicien, 1965.
- *Histoire de Saint-Méthode, 1863-1980*, Corporation du Centenaire de Saint-Méthode, 1981.
- Vien, Rossel, *Histoire de Roberval coeur du Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, 1955, Publications de la Société historique du Saguenay, no 15.